

APRÈS LE 22 MARS



ENGAGER L'ÉPREUVE DE FORCE CONTRE

LE GOUVERNEMENT

Dossier

**MOUVEMENT DU
22 MARS 1968**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Les chômeurEs
sous contrôle
Page 2

ACTU POLITIQUE

Marche des solidarités:
du feu sous la neige
Page 4



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

ACTU INTERNATIONALE

Syrie: Afrin aux mains de l'armée
turque et des djihadistes
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Marie Moise de
Non Una di Meno [Pas une de moins]
sur le 8 mars en Italie Page 12



Par JOSÉPHINE SIMPLON

Les chômeurEs sous contrôle

Depuis son arrivé au pouvoir, l'un des objectifs de Macron est de « remettre les chômeurs au travail » par tous les moyens... même les pires. Pour cela, le gouvernement vient de dévoiler les nouvelles mesures de contrôle et de sanctions prévues à leur encontre. Et sans surprise, les droits des chômeurEs sont, tout comme ceux des salariéEs du privé, des retraitéEs, des jeunes, des cheminotEs et des fonctionnaires, attaqués.

Si deux cas de radiation sont supprimés, pour refus de formation et de visite médicale, pour toutes les autres « obligations », une nouvelle échelle des sanctions est établie. Désormais, en cas de « *manque flagrant de volonté de retrouver un travail* », les chômeurEs seront passibles de sanctions graduelles : allocations suspendues pendant un mois la première fois, pendant deux mois la deuxième fois et pendant quatre mois la troisième fois. Aux deuxième et troisième manquements, l'allocation ne sera pas seulement suspendue mais définitivement amputée. Ces suppressions de droits seront décidées directement par Pôle emploi, alors que l'aval du préfet était jusque-là nécessaire. Pour « accompagner » les chômeurEs dans leur recherche d'emploi, le gouvernement a semble-t-il trouvé la solution miracle : le tableau de bord numérique dans lequel chaque chômeurE devra inscrire ses démarches tous les mois. Ce qui permettra, s'il ne le fait pas, de le sanctionner puisque ce sera la preuve qu'il ne recherche pas activement un emploi. CQFD.

Pour Macron, comme pour ses prédécesseurs, les chômeurEs sont responsables du fait qu'ils n'ont pas d'emploi, et il faut donc les culpabiliser, les contrôler plus durement et les sanctionner. Le but final étant évidemment d'augmenter la pression sur les seuls demandeurEs d'emploi pour qu'ils et elles acceptent n'importe quel petit boulot sans sourciller. Pour lutter contre le chômage, ce ne sont pas les chômeurEs qu'il faut contrôler et sanctionner. Ce sont les patrons qui touchent des millions avec le CICE sans créer un seul emploi, ce sont les entreprises du CAC 40 qui font des milliards de profits et qui licencient à tour de bras, c'est ce gouvernement qui, avec la loi travail 2 et les ruptures conventionnelles, permet aux entreprises de licencier plus facilement.

À la Une

Après le 22 mars, engager l'épreuve de force contre le gouvernement

Différents secteurs se mettent en mouvement, dans la fonction publique principalement, mais aussi dans le privé. Le gouvernement Macron, par l'intermédiaire de Bruno Le Maire, a beau prétendre « nous tiendrons », la confrontation ne sera pas sans risque pour lui.

Il faut dire qu'il y a bien longtemps que toutes les branches des services publics n'avaient pas été attaquées avec une telle violence. La remise en cause du statut est une attaque décisive contre un ensemble d'acquis sociaux. Elle touche tout le monde, de la SNCF aux fonctionnaires par le biais de CAP 2022, avec entre autres le cas particulier de l'enseignement à travers une nouvelle réforme de la formation. Les suppressions de postes dégradent les services publics autant que les conditions de travail et contribuent à l'augmentation du chômage... dans une période d'attaques contre l'assurance chômage.

Dans le privé, des branches entières peuvent s'identifier aux victimes de ces attaques. Là où la loi travail se met en place, là où les patrons engagent des plans de suppressions de postes et des fermetures d'entreprises : à Ford où travaille notre camarade Philippe Poutou, PSA, Carrefour, Pimkie, Pages jaunes et tant d'autres.

À mi-chemin entre public et privé, les salariéEs des Ehpad et des hôpitaux se mobilisent pour des moyens, et les salariéEs d'Air France pour des augmentations de salaires, dans le contexte des négociations annuelles obligatoires. Avec l'espoir d'une jonction.

Une bataille clé dans une guerre en cours

Le gouvernement souhaite une confrontation globale, afin de nous infliger une défaite d'ampleur qui lui permette de passer une fin de quinquennat serein et notamment de mettre en œuvre une nouvelle réforme des retraites.

La période actuelle est bien différente de celle où Thatcher attaqua les mineurs en 1984-1985. Il ne s'agit pas aujourd'hui de la fermeture

d'un secteur professionnel, mais d'une tentative de réduction drastique de ses droits et de son rapport de forces. Quelle que soit l'issue du conflit, les trains continueront à rouler, les hôpitaux à déborder de patientEs.

L'issue du combat en cours ne détermine pas la survie du mouvement ouvrier, mais les conditions de son intervention dans les batailles suivantes de la lutte des classes. En 1968, le ras-le-bol d'une société ultra-encadrée s'est transformé en révolte générale, dépassant les capacités de contrôle des appareils staliniens et gaulistes. Un tel moment surviendra de nouveau, tôt ou tard, et l'issue de la bataille actuelle influencera cet événement, la confiance des travailleurEs dans leur force collective et leur conscience politique. C'est pour gagner, maintenant comme plus tard, que nous voulons une grève de masse, dans laquelle

les salariéEs se rencontrent, construisent des solidarités ; une grève unitaire qui réduise les sectarismes ; une grève politique qui génère des éléments d'alternative au capitalisme. Une victoire serait une inversion de la trajectoire actuelle de la lutte des classes, qui est jusqu'à présent une succession de défaites plus ou moins lourdes depuis dix ans.

Faire de la politique pour construire et gagner l'épreuve de force

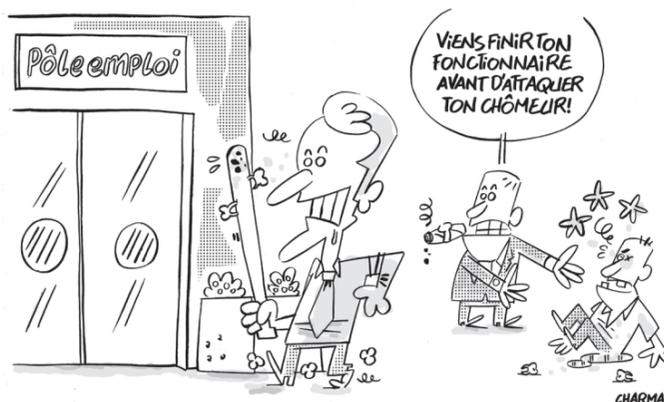
La mobilisation en cours est pleine de contradictions. La grève à la SNCF se prépare, dans les discours syndicaux, comme une bataille dure... mais l'intersyndicale ne prépare qu'une grève perlée. Les salariéEs expriment leur colère... mais sont encore loin de pouvoir déborder les appareils. La convergence des luttes semble accessible, avec la santé, Air France,

l'éducation... mais les perspectives concrètes de mobilisations communes sont quasi inexistantes. Un appel des organisations politiques en soutien à la grève a été réalisé à l'initiative du NPA... mais on est encore loin de la mise en place d'une campagne politique unitaire nationale pour la construction et le soutien aux grèves.

À la réunion unitaire préparant cet appel, nos camarades de Lutte ouvrière ont quitté la réunion au bout de dix minutes car, en substance, « les travailleurEs n'ont pas besoin du soutien des partis politiques pour lutter ». C'est mal comprendre comment franchir les étapes dans un mouvement de masse. Nous bataillons pour des dates de mobilisations communes aux différents secteurs, pour la reconduction de la grève dans les secteurs où elle peut être massive, mais la question décisive pour la construction d'un mouvement d'ensemble reste la compréhension que les travailleurEs mènent un combat commun pour un nivellement par le haut des statuts, pour les services publics, contre les suppressions de postes, pour le partage du temps de travail et contre le gouvernement. En résumé, la constitution du prolétariat en classe qui mène un combat politique contre le gouvernement. Les discussions dans les AG, les manifestations, les tournées de services se combinent avec la confrontation politique des partis, des syndicats, etc. Un processus auquel le NPA tente, et continuera de tenter, de prendre toute sa part.

Antoine Larrache

MACRON, LA FOUGUE DE LA JEUNESSE



SNCF

La grève qui vient

Cela fait plusieurs semaines qu'à la SNCF tous les indicateurs sont au vert pour la grève/manifestation du 22 mars. Non seulement la mobilisation est forte chez les cheminotEs, mais également parmi l'encadrement. C'est le résultat d'un ras-le-bol qui s'accumule depuis des années et plus particulièrement depuis plusieurs semaines avec la sortie du rapport Spinetta.

Ce rapport est une attaque en règle contre les cheminotEs et ce qui reste de service public ferroviaire : il prévoit, d'un côté, de supprimer 1/3 du réseau jugé « non rentable » et, de l'autre, d'augmenter les tarifs afin de permettre aux entreprises privées de venir faire des profits sur le réseau public. Pour ce faire, il s'agit de supprimer le statut cheminotE,

jugé lui aussi « trop cher » face à la concurrence.

Un enjeu de la macronie

Mais ce qui se passe aujourd'hui à la SNCF dépasse largement les seuls cheminotEs. Comme l'analyse le journal *le Monde* (14 mars), « la réussite de la réforme SNCF doit être l'un des marqueurs du quinquennat Macron, signe de sa capacité à

transformer le pays ». Il s'agit donc pour le gouvernement d'infliger une défaite à un secteur combatif de la classe ouvrière. Les cheminotEs restent une épine dans le pied de la bourgeoisie française depuis au moins la grève de novembre-décembre 1995. Pour les possédants, cette mobilisation d'ampleur avait fait prendre du retard à la France, par rapport au reste de l'Europe,

sur le processus de destruction des services publics. C'est donc « petit à petit » que La Poste, France Télécom, Air France et EDF-GdF ont fini par passer à la moulinette de la libéralisation. Même s'il est déjà bien entamé, la SNCF reste le dernier « gros morceau », ce qui en fait un enjeu pour Macron. D'où aussi sa volonté de passer vite et « en force » par le biais des ordonnances.

« TouTEs ensemble ! »

En 2007 également Sarkozy avait commencé son quinquennat en s'en prenant aux régimes spéciaux (retraites de la SNCF, EdF, RATP...). D'un point de vue économique, cela n'a rien rapporté, au contraire. À la SNCF, le non-départ à la retraite de milliers de cheminotEs « plombe » les comptes. Mais c'était une nécessité pour le gouvernement de l'époque : impossible d'imposer la réforme

BIEN DIT

« La France se targue d'être à la pointe du Traité sur le commerce des armes et d'être le pays des droits de l'homme, elle ne cesse d'appeler au processus de paix [au Yémen] mais jette de l'huile sur le feu en vendant des armes, apportant ainsi une forme de soutien diplomatique aux pays concernés. »

HÉLÈNE LEGEAY, responsable des programmes Maghreb-Moyen-Orient à l'Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), Mediapart, 18 mars 2018.



L'Unef avant 1968 : en attendant le miracle ?

Les années 1960 sont marquées par une hausse des effectifs de l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiantEs passant de 215 000 en 1960-1961 à 500 000 en mai 1968, soit une croissance annuelle de 40 000 étudiantEs. Ni les locaux ni le personnel ne suivent. La nouvelle faculté de Nanterre devant désengorger la Sorbonne est représentative d'une situation générale : problèmes matériels, inégalités et inquiétude sur l'avenir car si on parle de la dévalorisation des diplômes, la société se préoccupe à nouveau du chômage car il augmente, notamment chez les jeunes. Les dispositions de la réforme Fouchet, ministre de l'Éducation nationale devenant ministre de l'Intérieur en 1968, doivent entrer en vigueur à la rentrée 1968-1969. Au conseil des ministres, avec l'appui du général-président De Gaulle, la sélection à l'entrée des universités est mise à l'ordre du jour.

Ce terreau est fertile pour une remontée des luttes étudiantes. Le 6 novembre 1967, jour de la « rentrée solennelle » de l'université à la Sorbonne, un imposant cortège défile, à l'appel de l'Unef, boulevard Saint-Michel et s'affronte – déjà – avec la police ; les gardiens de la paix sont surpris par la détermination des jeunes. En janvier 1968, à Caen, de nombreux étudiantEs participent avec les travailleurs de la Saviem, notamment les jeunes ouvriers, aux manifestations et aux affrontements avec les CRS et les gardes mobiles. Le syndicat étudiant, l'Unef, qui à la fin de la guerre d'Algérie syndiquait un étudiant sur deux, est affaibli. Elle est privée d'une partie de sa fonction syndicale, ostracisée par un gouvernement désireux de lui faire payer son engagement anticolonialiste. L'Unef est divisée, hésitant entre diverses options, et la crise qui a frappé en 1965 les

organisations de jeunesse politiques ou confessionnelles se réfracte en son sein. De l'UEC sont sorties la JCR (ancêtre de la LCR) et les maoïstes de l'Union des Jeunes Communistes (UJCM). La Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) a été épurée de ses dissidents. Les Étudiants socialistes unifiés (ESU), les libertaires, la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) se développent. L'Unef est en partie le théâtre des débats entre ces différents courants. Toutefois dans beaucoup d'AGE (structure de base par ville) ou « corpos » (sections de faculté ou de discipline), notamment en province, l'Unef demeure un lieu de socialisation, avec un rôle de gestionnaire de services. Quand en 1967 les étudiantEs du PSU en prennent la direction, elle regroupe encore un ÉtudiantE sur dix. En avril 1968 Jacques Sauvageot rem-

place provisoirement le président démissionnaire. Malgré ses difficultés l'Unef demeure un cadre fédérateur et reconnu dans le mouvement ouvrier. Elle participe de l'intersyndicalisme, présente dans la manifestation CGT-CFDT du 13 décembre 1967 contre les ordonnances sur la Sécurité sociale. En l'absence d'unité syndicale elle ne défie pas avec la seule CGT le 1^{er} mai 1968. Les étudiantEs qui essayent de s'intégrer dans ce défilé au prix de frictions avec le service d'ordre syndical sont ceux de l'UJCM qui veulent « servir le peuple », et celui d'étudiantEs de Nanterre qui viennent de constituer un « Mouvement du 22 mars » regroupant syndiqués et non-syndiqués. C'est dans ces conditions que le mouvement étudiant aborde le 3 mai 1968, qui va constituer la première phase de la « révolution de Mai ». **Robi Morder**

BRÉSIL Assassinat de notre camarade Marielle Franco

La conseillère municipale brésilienne Marielle Franco a été abattue à Rio de Janeiro, le mercredi 14 mars, de même que le conducteur de la voiture dans laquelle elle se trouvait, Anderson Pedro Gomes. Elle était âgée de 38 ans. Elle avait dénoncé ces dernières semaines une augmentation de la violence policière dans les favelas et s'opposait à l'intervention militaire dans « la zone de sécurité de Rio de Janeiro », décrétée par le président Michel Temer pour tenter de contenir une escalade qui n'a cessé de croître depuis la fin des jeux Olympiques de 2016.

« Combien d'autres devront mourir pour que cette guerre prenne fin ? »

Marielle Franco était devenue membre du Conseil municipal de Rio lors des élections de 2016. Les élections locales de cette année-là avaient été marquées par une vingtaine d'assassinats de candidats à la mairie ou au Conseil municipal à Rio, apparemment liés à la présence de milices paramilitaires et de bandes de trafiquants de drogue, luttant pour le contrôle des favelas où vivent quelque 1,5 million de personnes. Il y a deux semaines, Marielle Franco avait assumé la fonction de rapporteur du Comité du conseil

Le mercredi 14 mars, notre camarade Marielle Franco, élue municipale du PSOL dans la ville de Rio, a été assassinée. Militante afro-féministe, elle sortait d'une réunion sur la question des femmes noires dans le centre-ville. Le NPA s'associe à la peine de sa famille, de ses amiEs, des militantEs du PSOL et leur envoie toute sa solidarité.



Immense hommage populaire à Marielle Franco, Rio. DR

municipal de Rio, créé pour contrôler les activités des troupes chargées de l'intervention militaire décrétée par Temer, une mesure sans précédent depuis le retour de la démocratie en 1985. Le 10 mars, elle dénonçait sur les réseaux sociaux une opération policière dans la favela d'Acari [dans la zone nord de la municipalité de Rio]. « Le 41^e bataillon de la police militaire terrorise et tyrannise les habitants d'Acari [...]. Cela a toujours été le cas et avec l'intervention actuelle, c'est pire », écrivait-elle.

Le comportement violent, intimidant et souvent incontrôlé de la police est une source de préoccupation au Brésil, selon Amnesty International (AI), dans son rapport annuel 2017-2018. Dans le chapitre « Forces policières et de sécurité », le plus important du document, AI souligne que le taux d'homicide au Brésil reste très élevé et qu'il touche principalement les jeunes « ayant la peau noire ». « Les opérations policières dans les favelas et les zones marginalisées

entraînent généralement de lourdes fusillades et des décès », note AI. Elle énumère ensuite une longue liste de situations, au cours de l'année 2017, où des civils ont été tués par des membres de diverses forces policières du pays. Dans plusieurs de ces cas, les proches des victimes ont fait état d'« assassinats » et d'exécutions extrajudiciaires. Dans un autre chapitre, Amnesty International dénonce le fait que le système pénitentiaire brésilien est « surpeuplé » et qualifie les conditions de détention d'« inhumaines ». La population carcérale du pays s'élève à 727 000 personnes, dont 64 % sont d'ascendance africaine. La veille de sa mort, Marielle Franco avait protesté sur Twitter contre la mort de Matheus Melo, un jeune homme abattu alors qu'il quittait une église du bidonville de Jacarezinho à Rio de Janeiro, et posait la question : « Combien d'autres devront mourir pour que cette guerre prenne fin ? »

D'après « Brésil : l'assassinat odieux de la conseillère municipale de Rio de Janeiro Marielle Franco », publié sur le site À l'encontre.

Le chiffre 143 millions

C'est, selon un rapport de la Banque mondiale publié le 19 mars, le nombre de personnes qui pourraient devenir des déplacés et réfugiés climatiques d'ici à 2050. Dans le détail, 86 millions en Afrique subsaharienne, 40 millions en Asie du Sud et 17 millions en Amérique latine. Des déplacements de population provoqués par l'absence totale de lutte contre le réchauffement climatique, qui entraîne notamment la hausse du niveau des mers et des pénuries d'eau.



Agenda

Jeudi 22 mars, les rencontres de la Brèche, Paris 12^e. Rencontre avec Thomas Coutrot autour de son livre *Libérer le travail*. À 18 h à la librairie, 27, rue Taine 75012 Paris, métro Daumesnil.

Samedi 24 mars, manifestation de soutien au peuple d'Afrin, Paris. À 12 h, à la gare du Nord. À l'appel du conseil démocratique kurde en France.

Samedi 24 mars, les rencontres de la Brèche, Paris 12^e. Rencontre avec Fabienne Lauret autour de son livre *L'Envers de Flins*. Présentation accompagnée de lectures par Sandrine Malika Charlemagne (comédienne) et d'une exposition photos. À 16 h à la librairie.

Lundi 26 mars, les rencontres de la Brèche, Paris 12^e. Rencontre avec la psychiatre palestinienne Samah Jabr autour de son livre *Derrière les fronts*. À 18 h à la librairie.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

« En appelant des migrants à profaner la basilique Saint-Denis, nécropole de nos rois, "La France Insoumise" et l'extrême gauche démontrent que, dans leur folie immigrationniste, ils sont prêts à piétiner notre civilisation et à profaner un lieu de culte historique. Indigne. »

MARINE LE PEN, Twitter, 19 mars 2018.

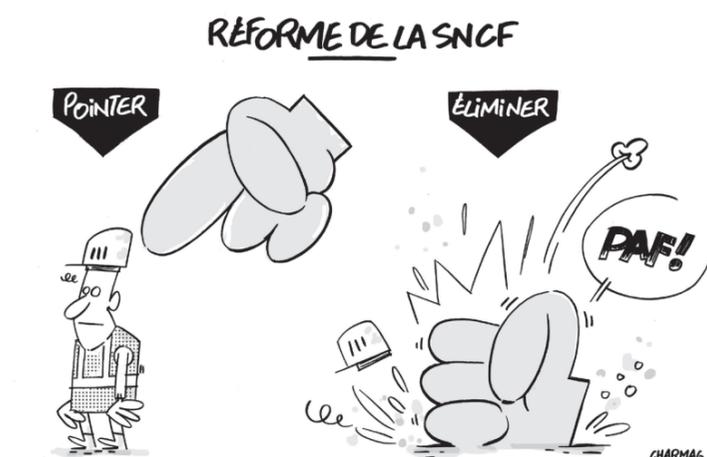
des retraites de 2010 sans avoir préalablement réformé celle des cheminotEs. Isolés, ces derniers avaient perdu.

En attaquant chaque catégorie l'une après l'autre, les possédants cherchent à « diviser pour mieux régner ». L'intervention d'Olivier Besancenot à la télévision rappelant « qu'on est tous le cheminot de quelqu'un » a été perçue par de nombreux travailleurEs comme un formidable appel contre la division. Une défaite des cheminotEs aujourd'hui, seuls dans leur coin, serait un recul pour l'ensemble des salariéEs demain. C'est là que se situe le principal enjeu du moment, et c'est donc touTEs ensemble qu'il faut riposter. Après tout, les problèmes que rencontrent les cheminotEs sont les mêmes que ceux de millions d'autres salariéEs : conditions de travail dégradées, salaires rabotés,

précarité à l'embauche, licenciements, retraites en baisse, services publics sacrifiés...

En grève à partir du 3 avril

Pour s'organiser, les cheminotEs devront avant tout compter sur eux-mêmes. Les résultats de l'intersyndicale appelant à une grève par période de 48 heures par semaine ne préparent pas un affrontement à la hauteur. À partir du 3 avril, c'est en assemblée générale que les cheminotEs devront décider des modalités de leur mouvement. Et c'est principalement par la grève reconductible qu'ils et elles pourront s'organiser et s'adresser à l'ensemble des autres travailleurEs du pays. Ne laissons pas les cheminotEs seuls. Partout, rompons l'isolement dans lequel le gouvernement va tenter de les enfermer. Allons à leur rencontre, organisons des collectes,



des assemblées dans les quartiers et les entreprises pour faire le lien entre leur lutte et ce que nous vivons au quotidien. Le climat social se réchauffe. La lutte dans les EPHAD,

les préavis qui voient le jour à Air France ou la RATP doivent nous encourager à préparer un printemps chaud ! **Basile Pot**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

«AFFAIRE TARNAC»**Des premières audiences qui confirment le scandale d'État**

À l'heure où ces lignes sont écrites, le «procès Tarnac» entre dans sa deuxième semaine. L'occasion de revenir sur ce qui aurait dû être le procès des dérives politiques, policières et judiciaires de l'obsession «antiterroriste».

Les prévenuEs sont au nombre de huit. Premier élément notable, seul deux d'entre elles et eux sont poursuivis pour les faits à propos desquels «l'affaire Tarnac» a éclaté il y a près de 10 ans, à savoir le sabotage de caténaires sur des lignes TGV.

On trouvera toujours quelque chose à vous reprocher

En effet, ainsi que le relevait le site *Lundi matin* le 19 mars, «pourquoi Elsa H., Bertrand D., Manon G., Christophe B., Mathieu B., Benjamin R. ont été pendant 10 ans sous instruction et se retrouvent aujourd'hui devant le tribunal? Les deux premiers (officiellement) pour leur participation à une manifestation ayant dégénéré à Vichy ("association de malfaiteurs"), les deux suivants pour possession de cartes d'identité perdues ou volées et de fausses factures ("recel de faux documents"), les deux derniers pour "refus de se soumettre au prélèvement d'empreintes génétiques"». On est loin, bien loin, des discours apocalyptiques de 2008 et du «terrorisme en bande organisée», et l'on constate surtout que lorsque la «justice» a décidé de faire de vous un symbole, elle trouvera toujours quelque chose à vous reprocher, même si cela n'a plus rien à voir avec les accusations initialement portées.

«Destruction de la société» ou «dégradations en réunion»?

Des accusations qui ont été, en outre, considérablement «revues à la baisse» pour les deux autres prévenuEs, Julien Coupat et Yildune Lévy, notamment depuis que la Cour de cassation a, en janvier 2017, écarté définitivement la qualification terroriste dans cette «affaire». La Cour estimait alors «[qu']il n'existe pas de charges suffisantes permettant de retenir que les infractions [...] auraient été commises en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur». Souvenons-nous qu'à l'époque le parquet affirmait, en l'attribuant au «groupe de Tarnac», que le livre *l'Insurrection qui vient* ne laissait «aucun doute quant à la finalité de renverser par la violence l'État et détruire la société occidentale actuelle». Yildune Lévy et Julien Coupat sont aujourd'hui poursuivis pour «association de malfaiteurs» et... «dégradations en réunion», et donc jugés en correctionnelle.

Témoins anonymes ou... absents

Dix ans après la spectaculaire arrestation du «groupe de Tarnac», «l'affaire» ressemble surtout à un scandale d'État: témoins manipulés, preuves fabriquées, mensonges policiers. Et la première semaine d'audience le confirme, avec entre autres les témoignages anonymes, par visioconférence, de certains des protagonistes (enquêteurs de la sous-direction antiterroriste), ou l'absence de certains «témoins» dont les «informations» avaient pourtant pesé lourd dans les enquêtes, à l'instar du flic-espion britannique Mark Stone/Kennedy. Il y a un an, un haut magistrat confiait à *Libération*, à propos de cette «affaire», «[que] le pouvoir de l'époque avait besoin d'une menace intérieure pour justifier sa réforme du renseignement». Le moins que l'on puisse dire est que le procès en cours confirme ces propos, et montre une fois de plus que les autorités sont prêtes à tout, y compris le mensonge et la manipulation, lorsqu'il s'agit de justifier les attaques contre les libertés démocratiques.

Julien Salingue

LA JUSTICE TENTE DE SE RÉFAIRE UNE IMAGE

**MARCHE DES SOLIDARITÉS****Du feu sous la neige**

Nous étions plusieurs milliers à Paris ce 17 mars pour la Marche des Solidarités: 2 000 selon la police (une mauvaise blague), 10 000 selon Vies volées, 6 000 selon le site Paris luttés info. À ajouter au millier de manifestantEs de Toulouse et à ceux et celles d'Albi, Perpignan ou Marseille.

Commençons par l'évidence qui permettra de parler de ce qui importe: nous n'étions pas assez nombreux et nombreuses samedi 17 mars à Paris. Ou disons plutôt que cela devrait être une évidence: parce que le projet de loi asile-immigration est un projet de société et pas seulement une loi contre touTEs les étrangerEs. Que cela va avec l'implantation dans tous les cerveaux de l'idée que ce qui devrait être basique devient un privilège. Avoir un logement? Un privilège. Avoir le droit de circuler? Un privilège. Avoir les moyens de survivre? Un privilège. Et qu'alors que les riches se gavent: «On ne peut pas accueillir toute la misère du monde». Oui, face à ce qui s'installe, progresse, s'insinue autant que passe en force, c'est une évidence: nous n'étions pas assez nombreux et nombreuses à Paris ce 17 mars.

Cette marche est une réussite

Et pourtant cette marche est une réussite. Nous étions plusieurs milliers, sous un déluge de neige et de froid. Plusieurs milliers, malgré la neige et le froid. Plusieurs milliers du début... jusqu'à la fin. Et ça dit beaucoup. Car cette marche n'a pas



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / DAMIEN VERGNE

été une balade, une formalité pour se donner bonne conscience. Elle a été animée de bout en bout. Des milliers sont venuEs, de différentes villes et régions, avec des cars de Lyon, Annecy, Grenoble, Rouen, Rennes, des cortèges partis de plusieurs quartiers de Paris et villes de la région parisienne comme Argenteuil, Saint-Ouen, Saint-Denis, Montreuil, Vitry, des familles victimes de violences policières venues de tout le territoire, des collectifs de sans-papiers, des étudiantEs étrangerEs et occupants de facs et d'immeubles de Nantes, Lyon, Grenoble et Paris manifestant ensemble. Anecdote? Lorsqu'un cordon policier a voulu fouiller les sacs d'un

cortège venu du 18^e arrondissement de Paris, des centaines sont revenus de la place de l'Opéra pour obliger les flics à dégager au bout d'une vingtaine de minutes. Ce qui s'enracine, l'idée qu'il serait normal que la police puisse contrôler des manifestantEs, peut être, doit être déraciné. Et là encore, la solidarité est notre arme.

Ce qui explique tout cela, les liens créés, la combativité des cortèges, la confiance de nouveaux collectifs de sans-papiers et migrantEs, c'est la manière dont s'est construite cette marche: le boulot d'information, de construction et de mobilisation fait avec de multiples porte-à-porte dans les foyers de travailleurs immigrés,

les collages et diffusions de tracts dans les quartiers, les collectes pour financer des cars.

Des graines ont été semées

Il y a du coup deux choses à en tirer. La première chose c'est que cette marche pourrait bien avoir semé une graine, à la différence de celle de l'an dernier. Dès le lendemain 150 sans-papiers ont investi la basilique de Saint-Denis, renouant ainsi avec un type d'action qui s'était perdu dans les collectifs de sans-papiers ces dernières années. Ils et elles ont certes été expulsés avec une extrême violence par des flics qui, lâchés ainsi sur des sans-papiers s'en sont donnés à cœur joie. Mais cela a donné l'occasion d'une manifestation sauvage dans Saint-Denis jusqu'au commissariat pour obtenir la libération d'un soutien interpellé. Et cela va nourrir les résolutions d'une coordination nationale des collectifs de solidarité avec les migrantEs qui se tient à Lyon le week-end des 24-25 mars. Les collectifs qui organisaient la marche se sont donné deux objectifs à court terme: mobiliser pour le retrait de la loi asile-immigration et soutenir la marche organisée par la famille d'Angelo Garand à Blois le 31 mars. La seconde chose, c'est le bilan de toutes ces forces dites «de gauche», qu'elles soient associatives ou politiques, qui ont cherché tous les prétextes pour se dérober à la nécessité de mobiliser contre le racisme, contre les violences policières et en solidarité avec les migrantEs. La neige va fondre. Restera le feu. Qu'on soit migrantE, sans-papier, jeune des quartiers, chibani, cheminotE, infirmierE ou précaire, les forces qui compteront sont celles qui auront construit le combat pour la solidarité inconditionnelle.

Denis Godard

ENTREPRISES Pendant les mobilisations, le «dialogue social» continue

Depuis plusieurs mois le gouvernement travaille sur un projet de loi justement nommé «Pacte», destiné selon le ministre de l'Économie Bruno Lemaire à «faire grandir les sociétés françaises et mieux associer les salariés à leurs résultats». Pas étonnant que le rapport préparatoire ait été élaboré par Jean-Dominique Senard, patron de Michelin, et... Nicole Notat.

Au premier abord, le projet paraît presque intéressant. Il s'agirait d'élargir, dans le Code civil, l'objet de l'entreprise, défini par l'article 1833: «Toute société doit avoir un objet licite et être constituée dans l'intérêt commun des associés.»

Du rêve...

Il s'agirait d'ajouter que «la société doit être gérée dans son intérêt propre, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de son activité». Ceci est supposé faire que les actionnaires voient plus loin que les seuls indicateurs financiers. IKEA, La Camif, Bosch, la filiale étatsunienne de Danone (ancien employeur de Muriel Pénicaut) sont cités en exemple. IKEA, renvoyé en correctionnelle pour espionnage de ses salariéEs, considéré comme un modèle? Voilà qui a de quoi inquiéter... Pour répondre aux craintes des associations de l'économie sociale et solidaire, le projet prévoit de nouveaux statuts d'entreprises à vocation sociale et environnementale, inspirés des entreprises à mission, sociétés à objet social étendu ou fondations actionnaires existant en Europe du Nord ou aux États-Unis.



Jean-Dominique Senard et Nicole Notat. DR

... à la réalité

En fait, le pacte actera la naissance du fonds de 10 milliards d'euros consacré au financement de «l'innovation de rupture», et donnera le coup d'envoi du programme de privatisations destiné à abonder ce fonds. Pour faire passer la pilule, Senard et Notat proposent d'augmenter le nombre des représentantEs syndicaux dans les conseils d'administration ou de surveillance dans les entreprises de plus de 1000 salariéEs. Et Lemaire, interviewé par *le Monde* le 13 mars, redécouvre les mérites du gaullisme social: «Aujourd'hui, seules 16% des entreprises de moins de cinquante

salariés font de l'intéressement ou de la participation. En baissant le forfait social nous pouvons dépasser les 30% dans des délais relativement courts». Le plus dramatique, c'est que les organisations syndicales acceptent non seulement de discuter, mais qu'en plus elles ne trouvent pas grand-chose à redire. La CFE-CGC plaide pour une autre redistribution de la valeur et, avec la CFDT, est prête à se battre pied à pied pour obtenir davantage de représentantEs dans les conseils d'administration. La CGT dénonce des mesures qui «conduiraient à fragiliser la Sécurité sociale et les régimes de retraite par répartition,

compte tenu de l'exemption de cotisations sociales et de forfait social dont bénéficierait l'ensemble des dispositifs». À la modification du Code civil, elle préfère l'article 8 de la Constitution de 1946, qui édictait que «tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises».

Et toujours le «dialogue social»

Ces discussions s'inscrivent dans la désastreuse logique du «dialogue social». C'est au détour du début des années 1980, avec le tournant de la rigueur et les lois Auroux, que les organisations syndicales ont définitivement entériné le concept. Initiée par le recentrage de la CFDT en 1977-78 et gagnant la CGT, cette logique vise à remplacer la logique du conflit de classe par la négociation collective, avec le début de décentralisation vers les entreprises des relations sociales, l'irruption des accords donnant-donnant, les accords dérogatoires. Les lois El Khomri, les ordonnances Macron et la loi Pacte s'inscrivent dans cette logique mortifère pour le mouvement ouvrier.

Robert Pelletier

SYRIE Afrin aux mains de l'armée turque et des djihadistes

Le district d'Afrin est une petite province du nord de la Syrie, frontalière avec la Turquie. Sa population est en majorité kurde mais bien sûr comme dans le Moyen-Orient, de nombreuses autres ethnies, Turkmènes, Tcherkesses, Syriennes y cohabitent pacifiquement. Dès le début de la mise en place de la Fédération autonome du nord de la Syrie (Rojava), la population d'Afrin a choisi de la rejoindre, devenant le 3^e canton, avec celui de Cizre et celui de Kobané. Cette région est restée à l'écart des conflits violents qui se déroulaient à quelques dizaines de kilomètres, autour d'Idlib et à Alep en particulier, ce qui a provoqué un énorme afflux de réfugiés, au point de doubler pratiquement sa population. Toutes ces réfugiés ont été accueillis et aidés, au mieux de leurs moyens, par le gouvernement autonome et les habitants, sans aucun soutien de la « communauté internationale ».

Une offensive annoncée

Le 20 janvier 2018, le président turc Erdogan lançait son armée contre la province d'Afrin, avec l'aide de brigades djihadistes de l'ASL, affirmant que 3 heures ou 3 jours plus tard, il serait dans sa capitale éponyme, Afrin. Et même si la résistance a duré plus de deux mois, le combat était trop inégal : d'un côté la deuxième armée de l'OTAN, équipée des dernières technologies, des tanks dernier modèle vendus par l'Allemagne, forte de ses F16 qui pilonnent les villes et les villages tous les jours, épaulée par des brigades djihadistes. De l'autre

Deux mois après avoir lancé sa sanglante offensive contre Afrin, Erdogan pavoise en déclarant que la ville est désormais sous le contrôle de son armée.



DR

des milices populaires, équipées d'armes légères. La signature de gros contrats avec la Russie, en particulier celui d'un gazoduc pour acheminer le gaz russe, a contribué à acheter la passivité des Russes face à l'intervention massive des F16 turcs sur le sol syrien. Quant aux États-Uniens, qui utilisent les YPG/YPJ et FDS sur le terrain pour venir à bout de l'État islamique, ils hésitent à condamner la Turquie, leur seul allié et le seul membre de l'OTAN dans la région.

Contrôle des médias

En Turquie, journaux et télévisions fermés, des centaines de journalistes emprisonnés, certains étant même récemment condamnés à la prison à perpétuité sur la base d'un débat télévisé, les médias ont garanti à Erdogan une couverture de son attaque sans la moindre

critique. Les médias étrangers ne sont pas mieux lotis. Ils ne peuvent commenter les événements que strictement supervisés par des interprètes de l'armée, sans autre information que celle fournie par l'armée turque. La hantise du gouvernement d'Erdogan est la constitution d'une continuité territoriale entre les 3 cantons de la Fédération autonome du nord de la Syrie, qu'on appelle aussi le Rojava. Le mur de 500 kilomètres de long qu'il a fait construire à sa frontière ne lui suffit pas. La perspective à plus long terme, c'est l'annexion d'une partie du territoire syrien. Elle a déjà commencé à Jarablous et al-Bab, villes syriennes qui ont maintenant des bureaux de postes turcs, des écoles enseignant le programme turc. Mais il ne cache pas son projet d'annexer une grande partie du nord de la Syrie, la région

d'Idlib où ont été regroupées les milices djihadistes qu'il finance, mais surtout Alep, une ancienne capitale de l'empire ottoman.

Le silence d'Assad et de la « communauté internationale »

C'est le territoire syrien qui est envahi, mais Assad ne dit rien. Certes, il est très occupé à écraser la Ghouta. Ce n'est sans doute pas la seule raison : le Rojava, c'est une Syrie sans la dictature d'une ethnie ou d'une caste, où tout le monde, homme, femme, jeune, vieux, quelle que soit sa religion bénéficie des mêmes droits, un projet très dérangeant pour son régime. Alors Assad se tait. Quant à la « communauté internationale », ses intérêts sont divers, qui vont des négociations de l'Europe avec Erdogan pour qu'il retienne les réfugiés, au soutien à Assad pour les Russes, en passant par la politique imprévisible des USA : le résultat est un lâchage honteux de la population d'Afrin. L'armée turque est entrée dans la ville dont le gouvernement autonome a décidé d'évacuer les civils, pour éviter les viols et les décapitations de masse. Les milices djihadistes ont dû se contenter de pillages. Mais Erdogan ne s'arrêtera pas là, et la population du Rojava ne pourra compter que sur sa détermination et la solidarité des peuples pour empêcher le massacre annoncé.

Mireille Court

ÉTATS-UNIS Trump, pouvoir personnel et diplomatie agressive

Le 13 mars au matin, Trump a fait savoir par son premier tweet de la journée que Rex Tillerson, le secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères), était « remercié pour son service » et Mike Pompeo, directeur de la CIA, promu pour le remplacer.

Pompeo « fera un job fantastique », a promis Trump. Et, dans la foulée, le président des États-Unis a vanté la nomination de la « première femme à la tête de la CIA », Gina Hasselt, connue pour ses idées réactionnaires et pour avoir, elle-même, pratiqué la torture lorsqu'elle dirigeait une prison secrète de la CIA en Thaïlande.



Trump et Tillerson. DR

« You're fired ! » : une politique

C'est d'abord une méthode de gestion du personnel, y compris haut placé : mettre tout le monde à sa botte en créant un climat d'insécurité, de menace, des rapports de pouvoir humiliant, y compris à l'égard des plus hauts commis de l'État. En à peine un an et demi, 24 membres de l'équipe de la Maison Blanche ont été virés ou démissionnés. Tillerson, ex-PDG d'ExxonMobil, était depuis longtemps sur un siège éjectable à cause de ses relations avec Poutine et de ses désaccords affichés sur la Corée du Nord, et surtout à propos de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran qu'il défendait contre Trump. Peu après, Andrew McCabe était limogé. Il avait dirigé le FBI après le licenciement de son directeur James Comey pour les mêmes raisons : la volonté de Trump de mettre un terme à l'enquête russe du procureur spécial Robert Mueller, qualifiée de « chasse aux sorcières »...

Électoratisme

Cette valse grotesque n'obéit pas qu'à une seule volonté de pouvoir mais aussi à des préoccupations électorales et plus fondamentalement politiques. Le jour du limogage de Tillerson se déroulait une élection partielle en Pennsylvanie pour un siège à la chambre des représentants. Elle indique une impopularité croissante des Républicains, qui pourrait augurer de leur défaite et d'une vague démocrate en novembre lors des élections de mi-mandat où seront renouvelés tous les élus de la Chambre des représentants, un tiers des sénateurs et plus de 30 gouverneurs.

Trump, qui voit sa popularité se dérober sous ses pieds, tente de reprendre la main en affirmant son autorité personnelle tout en reprenant plus de marges de manœuvre vis-à-vis de l'establishment auquel il a dû, pour l'essentiel, se plier. Il veut avoir les mains libres pour mener sa campagne.

Militarisme

En corollaire, il veut démontrer qu'il reste fidèle à ses promesses et à sa démagogie en particulier sur le terrain de la politique extérieure. Les questions de politique intérieure et extérieure se rejoignent sur le fond : mener et faire accepter une politique offensive et militariste. Mike Pompeo semble l'homme de la situation. À la veille de la rencontre avec Kim Jong-un, il partage sans réserve la démarche hostile et militariste de Trump à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran qu'il accuse, sans gêne, de rechercher une « hégémonie régionale ». En ligne de mire, la Chine, alliée de Téhéran, et la volonté de contenir l'expansionnisme de Xi Jinping dans le Pacifique et dans le monde. Le nouveau secrétaire d'État est à l'unisson avec son patron lui qui avait promis, il y a peu, une CIA plus « agressive, brutale, impitoyable, implacable – vous choisissez le mot ». Et le dernier en date des démissionnés, Cohn, est un conseiller économique qui contestait la guerre commerciale que Trump prétend mettre œuvre contre la Chine.

Yvan Lemaître

TUNISIE « L'égalité entre femmes et hommes dans l'héritage est un droit, et non une faveur »

À l'appel de plus de 70 associations de femmes, environ 2 000 personnes, dont une grande majorité de femmes, ont manifesté le samedi 10 mars à Tunis.

Elles revendiquaient l'abrogation de la législation suivant laquelle une femme ne perçoit, lors d'un héritage, que la moitié de ce qui revient à un homme.

Propos de manifestantes

« Ma fille n'est en aucun cas la moitié de mon fils. En tant que citoyens, ils sont égaux aussi bien en droits qu'en devoirs. Pourquoi devrait-elle hériter de moitié moins ? »

« Les femmes tunisiennes contribuent à l'économie autant que les hommes, donc je ne vois pas pourquoi on les priverait du droit à un héritage équitable. »

« L'inégalité successorale appauvrit les femmes et réduit leur autonomie. Elles ne sont que 12 % à être propriétaires d'un logement, et 14 % à posséder une terre. La faiblesse des ressources héritées par les femmes réduit leurs chances d'accès à la propriété et aux crédits, ce qui entrave leur autonomie économique et aggrave leur vulnérabilité. »

« Il faut cesser de présenter ce combat comme élitiste et tabou. Le changement des rôles au sein de la famille a aujourd'hui bouleversé les équilibres anciens, y compris dans le monde rural. »



DR

Des obstacles multiples

La plupart des adversaires de l'égalité dans l'héritage s'appuient sur le Coran, et il s'ensuit d'interminables discussions sur l'interprétation des textes sacrés. Officiellement, le parti islamiste Ennahdha ne s'oppose pas frontalement à l'abrogation de cette discrimination. Il s'efforce par contre de vider d'une partie de son contenu une éventuelle loi à ce sujet. Ennahdha propose à cet effet de restaurer les biens habous, qui étaient avant 1957 gérés par des communautés religieuses. Ces biens n'entraient pas dans les partages successoraux, et ont dans le passé très souvent servi à dépouiller les

femmes de la part d'héritage dont elles pouvaient être bénéficiaires. Plus prosaïquement, la volonté de maintenir l'inégalité successorale est un moyen de maintenir la domination masculine. Quand on parle d'héritage, on parle en effet d'argent, de propriété foncière, etc. Et la richesse est un des noyaux durs de la résistance patriarcale à l'égalité. L'égalité dans l'héritage irait dans le sens de l'égalité économique entre les hommes et les femmes, et par là même de l'égalité tout court. Et cela, certains hommes ne le veulent surtout pas. La preuve en est que certains, se réclamant pourtant de la gauche,

tergiversent, expliquant que ce ne serait pas le moment de prendre une telle mesure, ou que ce serait une mesure petite-bourgeoise occultant la dimension de classe, etc.

Rien ne peut remplacer les mobilisations

Par une tribune d'Hamma Hammami publiée le 27 janvier, le Front populaire s'est très nettement démarqué de ce genre d'attitude. Il a appelé à « se débarrasser de la dernière loi ségrégationniste qui concerne l'héritage », et plus largement à « supprimer toute discrimination et à instaurer une égalité légale entre les femmes et les hommes ».

Quant à Nidaa Tounès, le parti du président Essebsi, ses prises de position en faveur de l'égalité ne sont pas dénuées de calculs politiques. En pleine crise et alors qu'il est de plus en plus isolé, le parti présidentiel y voit un moyen de tenter de se reconstituer une base, en particulier parmi les femmes. S'y ajoute l'espoir de mettre en difficulté Ennahdha, avec qui il fait par ailleurs équipe au gouvernement. Même si une loi instaurant l'égalité face à l'héritage était finalement adoptée, resterait ensuite à la faire appliquer. Et pour y parvenir, rien ne peut remplacer les mobilisations.

Dominique Lerouge

L'IRRUPTION D'UNE JEUNESSE CONTESTATAIRE

Les « événements » de 1968 ont souvent été perçus comme la conséquence de l'arrivée à maturité d'une nouvelle « génération », pour reprendre le titre du fameux ouvrage qu'Hervé Hamon et Patrick Rotman firent paraître en 1988, pour le vingtième anniversaire de mai 1968.

Une telle conception a d'évidentes limites, puisque qu'elle tend à réduire la vague d'insubordination qui balaya la France au printemps 1968 à la seule insurrection de la jeunesse, ce qui ne permet pas de prendre toute la dimension de ce mouvement de masse, marqué par la plus grande grève générale que le pays ait jamais connue. Elle présente néanmoins un intérêt dans la mesure où elle met en exergue l'une des nouveautés majeures des années 1960 : l'irruption, en France comme dans le reste du monde, de la jeunesse comme actrice à part entière du mouvement social.

Génération « baby-boom »

Quelles étaient les caractéristiques de cette génération contestataire de 68 ? D'abord le fait qu'il s'agissait d'une génération nombreuse, issue du « baby-boom » de l'après-guerre. En 1968, 33,8% de la population française avait moins de 20 ans, ce qui donnait à la jeunesse une place toute particulière dans le pays. Ensuite, il s'agissait d'une génération qui avait grandi dans le contexte du puissant bouleversement des structures sociales que la croissance des Trente Glorieuses avait engendré. Cette rapide mutation de la société française avait donné un profil nouveau à cette génération, comme en témoignait par exemple sa nouvelle et massive déchristianisation, qui la situait en rupture avec la société d'un pays resté profondément traditionnel. La jeunesse avait ainsi du mal à trouver sa place dans un pays gouverné par un vieux général, un pays étouffé par le poids de l'église, de l'armée et de l'ordre moral. Celui-ci était si fort que l'État gaulliste allait même jusqu'à penser qu'il était de son devoir de veiller à la vertu de ses jeunes citoyennes, en interdisant aux hommes l'accès des cités universitaires des étudiantes.

Ce malaise générationnel, provoqué par une croissance économique trop rapide pour que les structures sociales puissent suivre, n'était pas spécifique à la France. Il caractérisait alors toutes les jeunes du monde qui, portant leurs regards hors du seul cadre national, se reconnaissaient dans une même culture musicale mondialisée qui, de Bob Dylan aux Rolling Stones, était marquée par son caractère contestataire. Le souffle de modernité que portaient ces nouvelles générations s'inscrivait en effet dans une vague progressiste alimentée par l'effet propulsif de la révolution russe, alors distante de seulement un demi-siècle. Elle se conjugait avec les effets de la révolution anticoloniale qui s'invitait tous les soirs, à travers la guerre du Vietnam, sur les écrans de télévision qui entraînaient alors massivement dans les foyers français.

Massification de l'enseignement

Cette génération 68 avait aussi été modelée par une très profonde transformation des structures éducatives, qui avait permis à de nouvelles couches sociales d'accéder à l'enseignement secondaire et supérieur. Entre 1966 et 1970, le pourcentage de bacheliers était en effet passé de 12,5 à 20,1% de la classe d'âge. Dans un pays qui comptait alors moins d'un demi-million de chômeurEs, où les jeunes entraient sur le marché du travail dès l'âge de 14 ans, les usines avaient vu arriver une nouvelle génération d'ouvriers, souvent passée par l'enseignement secondaire. Celle-ci était d'autant moins portée à accepter les règlements tatillons qui régissaient la vie d'usine qu'elle se sentait souvent surdiplômée par rapport aux tâches d'exécution qu'exigeait l'organisation tayloriste du travail.

La massification de l'enseignement permettait aussi à de nouvelles couches sociales d'accéder à l'université, dont les effectifs avaient triplé en dix ans. Le monde universitaire connaissait ainsi une brutale expansion que symbolisaient les nouvelles facultés construites en 1964 à Nanterre, à proximité immédiate des bidonvilles où s'entassaient la main-d'œuvre immigrée. Loin des sarcasmes sur les « petits-bourgeois de Nanterre », cette nouvelle jeunesse étudiante était souvent issue de couches modestes, voire populaires, et était bien placée pour savoir que la France des années 1960 était celle des bas salaires et des longues journées de travail. Elle était aussi bien placée pour savoir que les classes populaires restaient largement à l'écart de la nouvelle « société de consommation », puisqu'un ménage français sur deux n'avait alors pas de lave-linge et qu'un sur quatre n'avait pas de réfrigérateur. Ces étudiants, qui avaient souvent trouvé dans les Héritiers de Bourdieu et Passeron, paru en 1964, un manifeste de leur temps, étaient porteurs d'un puissant désir d'égalité sociale. Comme devait le dire Daniel Cohn-Bendit en avril 1968, cette jeunesse étudiante n'avait qu'une hantise, celle de « devenir les futurs cadres de la société qui exploiteront plus tard la classe ouvrière et la paysannerie ».

Culture anti-autoritaire

Enfin, la génération 68 partageait aussi souvent une même culture anti-autoritaire qui la distinguait clairement de la génération précédente, construite dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Cela se traduisait en particulier par sa forte réticence vis-à-vis des organisations réformistes, qui se trouvaient alors toutes en difficulté. Particulièrement remarquable était le déclin de l'Unef (voir également page 3). Emblématiques étaient les difficultés que traversait l'UEC, l'organisation étudiante du PCF, qui avait, dans les années 1960, traversé une longue série de crises et de scissions. Celles-ci avaient permis la naissance de nouvelles organisations révolutionnaires, avec la création en 1966 de la JCR, ancêtre de la Ligue Communiste, et de l'UJC(ml), qui devait donner naissance à la Gauche prolétarienne. Pour être alors très actives, ces nouvelles organisations d'extrême gauche n'avaient toutefois qu'une audience des plus limitées : même dans les facultés de Nanterre, qui étaient alors considérées comme un bastion gauchiste, il n'y avait sans doute en mars 1968 que 130 à 140 militantEs, divisés en de nombreux groupes. C'est dans ces difficultés des organisations traditionnelles de la jeunesse qu'il faut situer le souffle nouveau qui donna naissance au mouvement du 22 mars, mais aussi aux Comités d'action lycéens (CAL) qui étaient apparus en février 1968, afin de lutter contre l'esprit de caserne qui régnait alors dans les lycées.

Laurent Ripart

Le 22 mars est une date symbolique dans les mémoires militantes, notamment dans celles de la gauche radicale. Il s'agit en effet du jour où, au début du printemps 1968, un collectif d'étudiantEs de Nanterre ont lancé un appel à « la discussion » et à « l'action » contre la répression policière, dans le but revendiqué de « rompre avec des techniques de contestation qui ne peuvent plus rien ». Un appel qui sera suivi d'effet, avec l'organisation de diverses initiatives à l'université de Nanterre, transformée en laboratoire de la contestation. Parmi les signataires de cet appel figuraient plusieurs des futurs animateurs étudiants du soulèvement de mai-juin 1968, ce qui a amené à considérer le « mouvement du 22 mars » comme l'un des précurseurs du mouvement de mai-juin. Retour, dans ce dossier, sur ce 22 mars 1968, en essayant de comprendre à quel point, loin d'être un coup de tonnerre dans un ciel serein, il s'est inscrit dans un contexte général de remontée des luttes sociales, en premier lieu ouvrières, et de remise en question, par une génération tout entière, de l'ordre établi, qu'il soit national ou international.

IL Y A
50
ANS



1967-1968 : DES GRÈVES ANNONCIATRICES DE

Les années 1967-1968 furent le théâtre de la multiplication des conflits dans les usines, avant même l'explosion de mai. Élément particulièrement notable : la place centrale qu'y occupent les jeunes générations.

La classe ouvrière, affaiblie par le coup d'État de 1958, ne relève la tête qu'en mars 1963. date de la grève des mineurs pour les salaires et contre les licenciements. Suivie par les employéEs, parfois même les cadres des mines, elle est soutenue par une exceptionnelle solidarité. Elle dure un mois, malgré la réquisition tentée par De Gaulle. Cette année-là, il y aura près de 6 millions de jours de grève, contre 1,14 million en 1958¹. Après la pause électorale de 1965, les luttes reprennent en 1966 (2,5 millions jours de grève), violentes et brutales. Des barricades sont dressées à Redon, au Mans. Le 17 mai 1966 se tient une des plus importantes journées d'action organisées depuis 1958, appelée unitairement par la CGT et la CFDT, une première depuis bien longtemps.

Multiplication des conflits

En 1967, ces conflits localisés et durs se multiplient, et il y aura 4,5 millions de jours de grève. Très emblématique est le conflit des Rhodiacéta, usines de textiles artificiels, où les grévistes renouent avec les occupations. La grève commence en février à Besançon (3 000 salariéEs).

Les syndicats annoncent une grève le lundi contre le chômage partiel. Dès le samedi précédent, l'équipe sortante commence la grève sans attendre et occupe. La grève s'étend à Lyon-Vaise, à Péage-de-Roussillon. Elle va durer 5 semaines. L'occupation des locaux entraîne un fort mouvement national de solidarité, et au niveau local, avec un comité universitaire de soutien, il y a une véritable effervescence. Alors que la revendication initiale portait sur le refus du chômage partiel, l'accord prévoit des augmentations de salaires. Cette réponse est refusée par une partie des ouvriers qui dresse une barricade devant l'usine. Les gendarmes mobiles interviennent. La reprise est votée à une très courte majorité. Malgré ces résultats mitigés, la grève de la Rhodia constitue une expérience fondamentale des luttes précédant 1968.

À Saint-Nazaire, les mensuels des chantiers navals arrêtent le travail 63 jours pour l'augmentation des salaires et contre les primes à la tête du client. À cette époque, les ouvriers sont payés à l'heure et les mensuels sont perçus comme les collaborateurs des patrons. Leur grève est une nouveauté. Les grévistes organisent des manifestations,

le soutien de la population est massif. 3 000 femmes dans la rue, le comité de soutien organise la distribution de nourriture, les coiffeurs « rasant gratis » un jour pour les grévistes...

Il y a aussi des grèves chez Berliet, dans les mines de fer en Lorraine, avec occupation. Chez Dassault, des débrayages surprises se multiplient dans ce que les travailleurs appelleront la grève « tam-tam » : certains jours, il y a 5 minutes de grève toutes les heures et des manifestations dans les ateliers accompagnées par un orchestre improvisé...

Le cas emblématique de la Saviem

Le 17 mai 1967, une grève générale interprofessionnelle unitaire CGT, CFDT, FO et FEN, contre les projets d'ordonnances sur la sécurité sociale, qui visent à faire disparaître la gestion par les organisations syndicales, est l'occasion de manifestations très massives. Les ordonnances seront adoptées le 27 août : beaucoup s'en souviendront un an plus tard. En mars, trois jours d'émeutes se sont succédé en Guadeloupe suite à une agression raciste. Le 25 mai, les forces de police tirent sur une manifestation d'ouvriers



LE "22 MARS", PRÉCURSEUR DU MOUVEMENT DE MAI-JUIN 1968 ?

OUVRIÈRES RADICALES LA GRÈVE GÉNÉRALE

du bâtiment demandant une augmentation salariale, faisant 5 morts et une centaine de blessés. Le mouvement de révolte qui suit dure trois jours, faisant des dizaines de morts (l'estimation la plus probable est de 87).

En octobre, trois manifestations violentes embrasent la ville du Mans, successivement les agriculteurs, les ouvriers de Renault, et enfin ceux de Jeumont Schneider, Glaenger-Spitzer et Ohmic. Les manifestants convergent vers le centre-ville, bousculent les barrières de CRS et donnent l'assaut sur la préfecture.

Le 23 janvier 1968, Caen prend le relais. Une grève d'une heure est appelée à la Saviem (4 000 salariés) pour l'obtention d'une augmentation de salaire et le respect des droits syndicaux. La base, pour l'essentiel composée de jeunes travailleurs (environ 500), déborde les syndicats, défille en cortège dans l'usine et entraîne les autres. L'usine est occupée, des piquets de grève sont mis en place toute la nuit. L'autoritarisme de la maîtrise est dénoncé. Le lendemain, la manifestation des Saviem retrouve les grévistes de Jaeger et Sonoral qui sont eux aussi en grève illimitée, la police charge, les affrontements sont violents. Le 27 janvier, d'autres usines (Moulinex, SMN) en grève de solidarité rejoignent la manifestation. Les jeunes travailleurs, rejoints par une centaine d'étudiants venus

prêter main forte, débordent le service d'ordre syndical aux abords de la préfecture dans laquelle ils essaient de pénétrer. La chambre patronale, la préfecture, les banques n'ont plus de vitres. Près de 200 personnes sont blessées dans une nuit d'émeute. Le 30 janvier la grève s'étend à l'ensemble des entreprises métallurgiques de la région : 15 000 grévistes.

Le 2 février le vote sur la grève donne 502 voix pour la poursuite de la grève et 272 pour les actions à l'intérieur de l'entreprise. Les organisations syndicales, jugeant trop faible le nombre de votants, décident la reprise du travail. Celle-ci a bien lieu le lundi 5, mais à 14 heures, sans aucune consigne, 3 000 ouvriers quittent à nouveau le travail, manifestent dans l'usine et s'en vont !

Un nouveau cycle de lutte

À Redon, le 11 mars, alors que les délégués syndicaux discutent avec le patronat, à la mairie, pour une augmentation de 30 centimes, les jeunes ouvriers barrent la voie ferrée Paris-Quimper et se heurtent violemment aux CRS. Les mois suivants, d'autres grèves se développent, dans la métallurgie, les banques, à Air-Inter. Des manifestations locales ayant une dimension régionale se multiplient : Pays de Loire, Nord-Pas-de-Calais, Bretagne, etc. Toutes ces grèves témoignent d'une combativité qui ne trouve

pas à s'exprimer dans les initiatives officielles des syndicats. Elles se produisent dans des usines qui n'ont cessé de grandir depuis 10 ans, en embauchant massivement (il y a 300 000 chômeurs). On entre dans la période où la proportion d'ouvriers en industrie est la plus importante en France : 35% de la population. Ces grèves ouvrent un nouveau cycle de luttes ouvrières qui va se développer jusqu'à la fin des années 1970. Les jeunes y ont un rôle moteur dans la détermination des formes de lutte. Ces jeunes, souvent peu qualifiés et soumis à une autorité insupportable des chefs, sont peu syndiqués et sans expérience de lutte. Les directions syndicales contrôlent peu cette base qui ne les reconnaît pas, pour la première fois depuis des décennies.

Ils joueront un rôle important, en écho des barricades étudiantes, dans le déclenchement des grèves de mai-juin 1968 et les formes qu'elles prendront, mais ne pourront constituer une force alternative à celle des directions syndicales, notamment de la CGT, ni à celle du PCF.

Patrick Le Moal

1 - Ce qui signifie qu'ont été comptabilisées par les statistiques de l'inspection du travail 6 millions de « journées individuelles non travaillées ». Les statistiques de cette période sont faites selon les mêmes critères, malgré leur imprécision, la comparaison entre les années est pertinente.

D'OÙ VIENT LE « MOUVEMENT DU 22 MARS » ?

La simultanéité mondiale des mouvements de jeunes des années 1960 correspond à une remise en cause généralisée de l'ordre politique établi après la Seconde Guerre mondiale. Le Mouvement du 22 mars, qui va jouer un rôle particulier en mai-juin 1968, est né de la conjonction de la radicalisation anti-impérialiste et du refus de l'ordre moral dans une université qui explose.

Dès l'année 1965 la guerre du Vietnam est le principal amplificateur des revendications contre l'ordre mondial : la révolution vietnamienne refuse le partage du monde et combat seule pour le « socialisme ». La guerre menée par l'État le plus puissant du monde contre un pays peuplé de paysans pauvres, au nom du danger du communisme, cristallise l'indignation morale devant les atrocités commises, l'énormité des moyens mis en œuvre, et surtout sape le bien-fondé de la division est-ouest du monde. Des mobilisations massives contre cette guerre aux USA, au Japon, en Allemagne de l'Ouest... résonnent avec celles qui se développent en France, où elles se situent dans la tradition de l'opposition à la guerre d'Algérie. En janvier 1968 l'offensive du Têt polarise l'intérêt et l'activité de l'avant-garde étudiante. Des manifestations européennes ponctuent cette radicalisation, à Bruxelles, à Berlin.

Pas un jour sans un débrayage d'amphi

Au plan universitaire, à la rentrée 1967, le gouvernement avait engagé une offensive visant à instaurer une sélection à l'entrée à l'université (déjà !), pour orienter les étudiants en fonction des disponibilités et éliminer les autres. Le 9 novembre, l'Unef appelle à une manifestation contre la sélection à l'occasion de la « rentrée solennelle » : 5 000 étudiantEs s'affrontent aux gardes mobiles. Dans les facs, pas un jour sans un débrayage d'amphi, les occupations de bureaux se multiplient. À l'université de Nanterre, 10 000 étudiantEs sont en grève générale pour une semaine, élaborent des cahiers revendicatifs. Dans les cités universitaires, les étudiantEs abolissent les règlements intérieurs et imposent la liberté de circulation filles/garçons et les libertés politiques. La tension monte à Nanterre et,

le 29 janvier, le doyen appelle la police pour faire disparaître une exposition contre la répression : ils sont chassés de l'université à coups de bancs, de pierres et de planches.

C'est dans ce contexte de montée régulière de la radicalisation que le 20 mars, lors d'une manifestation organisée par le Comité Vietnam national (CVN), « pour la victoire du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain », trois cents jeunes saccagent le siège de l'American Express. Six militants sont arrêtés, dont Xavier Langlade, de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), étudiant à Nanterre. En réaction, le 22 mars, les militantEs s'emparent de l'émetteur central de l'université, badigeonnent de slogans les murs intérieurs. Une assemblée générale de 600 à 700 étudiantEs exige la libération des militants interpellés. Il est décidé d'occuper, le jour même, le dernier étage de la tour universitaire où siège le conseil de la faculté : « Là, 142 des 150 occupants votaient une journée d'action pour le vendredi 29 consistant à remplacer les cours par des débats sur les luttes anti-impérialistes, les luttes étudiantes/luttes ouvrières, les luttes étudiantes dans les démocraties populaires, université et université critique »¹. Le doyen suspend les cours pour deux jours, et 500 étudiantEs participent à des débats dans un campus désert, gardés à vue par deux colonnes de CRS. Le mouvement du 22 mars était né. La semaine suivante, une nouvelle journée est organisée le 2 avril avec un représentant du SDS² allemand : 1 200 étudiantEs scandent « Che Che Guevara, Ho Ho Ho Chi Minh ».

Un mouvement de masse

La totale liberté d'expression politique est gagnée dans la faculté. « S'est constitué un mouvement de masse auquel participent de nombreux éléments inorganisés et certains groupes (anarchistes

et JCR surtout) au prix de concessions réciproques et sur la base d'une expérience politique commune qui est le point de départ au débat, sans que l'accord sur une "ligne" soit un préalable à l'action. Dans ce mouvement, les militants faisaient l'expérience de la démocratie directe, les "inorganisés" censuraient l'affrontement intergroupusculaire habituel de sorte que s'est produit un dégel des frontières entre groupes et surtout un élargissement considérable de la sphère d'influence des militants d'avant-garde »³. Dénoncé par les maoïstes comme 100% réactionnaire car il détournait les étudiantEs de la voie juste (« servir le peuple »), ignoré par les militants lambertistes et les prédécesseurs de Lutte ouvrière, mais soutenu par la JCR (malgré les réticences initiales de certains de ses membres), le mouvement du 22 mars va devenir une très importante force d'impulsion politique.

Le 27 mars, Daniel Cohn-Bendit, membre du 22 mars, est interpellé. Conflits et incidents se multiplient. Après une manifestation massive de la CGT le 1^{er} Mai, la première autorisée depuis 10 ans, la fermeture de l'université est décidée le 2 mai, alors que huit étudiants sont convoqués devant un conseil de discipline.

Le Mouvement du 22 mars quitte alors son bastion, le 3 mai, pour se rendre à la Sorbonne. À la mode nanterroise, des débats et groupes de discussion se succèdent dans la cour et les amphithéâtres, jusqu'à l'entrée des policiers qui arrêtent des centaines d'étudiantEs. La première manifestation de protestation commence immédiatement, qui s'affronte à la police dans le Quartier latin. Le cycle qui va conduire à la nuit des barricades est enclenché.

Patrick Le Moal

1 - Daniel Bensaïd et Henri Weber, *Mai 68, une répétition générale*, p. 100.

2 - Union socialiste allemande des étudiants

3 - Bensaïd et Weber, op. cit., p. 101.



FORD BORDEAUX

Refuser la fatalité,
défendre nos emplois,
tout simplement

Depuis que Ford a annoncé, le 27 février, sa décision de se désengager, la vie dans l'usine est complètement chamboulée. Ce n'était certes pas une surprise, tant tout indiquait depuis longtemps que Ford avait une stratégie d'abandon. Mais ce n'est quand même pas pareil quand ces choses se disent: un pas est franchi et la situation devient clairement dangereuse.

Depuis trois semaines, la production tourne plus ou moins au ralenti selon les secteurs, parfois c'est quasiment au niveau zéro. C'est la première forme d'expression de l'écœurement, de la colère. Il y a aussi les actions dans l'usine, les débrayages, les assemblées générales qui rassemblent plus ou moins de monde. Autant d'occasions de discuter entre nous, ce qui est très important. Et puis il y a les actions à l'extérieur, les distributions de tracts chez les concessionnaires, devant les gares et les aéroports, en cherchant les endroits pour être visibles et toucher la population.



© CGT FORD

Déterminés, malgré tout

Nous sommes une minorité, encore que ça dépend des fois, à faire grève ou à nous mobiliser à l'extérieur, mais une grande majorité à refuser la décision de Ford, à exiger malgré tout le maintien de l'usine et de tous les emplois, à ne pas tomber dans le piège des primes de départ à négocier. Nous voulons garder notre boulot parce que derrière on le sait c'est la galère de la précarité. Oui, l'ambiance est aujourd'hui au refus et surtout pas à se démoraliser ou à se résigner même si la peur du lendemain est là.

Il faut dire que l'équipe militante CGT est très déterminée et très active, proposant des initiatives, cherchant du soutien à l'extérieur, essayant de faire le lien avec d'autres luttes (postierEs, étudiantEs...). Une réunion pour le « tous ensemble » a été organisée devant l'usine avec associations, syndicats, collectifs, partis politiques de gauche et élus locaux. Nous étions une centaine de militantEs. Il en est sorti un appel à une manifestation unitaire le samedi 24 mars pour la défense des emplois de toutes et tous, public, privé.

Une mobilisation large à construire

Une soirée concert de soutien est organisée le samedi 21 avril, avec le soutien de la mairie de Blanquefort. Une manière aussi d'élargir la lutte, d'impliquer des artistes. Et aussi des intellectuels par un forum qui aura lieu dans l'après-midi pour débattre du refus de la fatalité, d'un système injuste, des richesses détournées, du droit des salariéEs, de l'illégitimité de la multinationale, etc. Le sort d'une usine, de ses emplois directs et des 3000 emplois induits, cela concerne tout le monde. Alors on sollicite tous azimuts, persuadés que si nous avons une chance de nous en sortir, de sauver vraiment les emplois, alors il faut une bataille qui mobilise très largement. Notre culot à refuser le départ de Ford, à refuser tout plan de reprise forcément bidon, notre confiance dans nos possibilités, notre détermination... dépendent des liens avec la population, les autres salariéEs, les élus locaux, les artistes...

Nous avons une mobilisation à construire, mais aussi besoin de discuter de cette société, de ce patronat qui empoche des aides publiques et fait ce qu'il veut derrière. Le cas Ford, comme ceux de Bosch ou Coca-Cola, parmi tant d'autres, posent des problèmes politiques et non pas seulement économiques. C'est ce droit de licencier et de liquider des emplois que nous contestons. Notre travail depuis des décennies, notre santé que nous avons laissée plus ou moins, toutes ces subventions publiques absorbées: il y a de quoi remettre en cause le pouvoir de décider des capitalistes.

Philippe Poutou

BANQUES Le Crédit Mutuel de
Bretagne dans la tourmente

Entretien. Brest et la Bretagne sont habituées au fort vent d'Ouest, mais celui qui souffle sur le Crédit Mutuel de Bretagne Arkéa présage d'une tempête bancaire hors norme.

Le Crédit Mutuel Arkéa, qui rassemble les fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne (CMB), du Sud-Ouest et du Massif central, a engagé en début d'année une procédure pour sortir de la Confédération nationale du Crédit Mutuel (CNCM). Nous avons interrogé un délégué de la CGT sur ce dossier complexe, mais emblématique des dérives politico-financières. Un dossier qui permet aussi de mieux appréhender les pressions qui s'exercent sur les personnels et, partant, sur les « sociétaires » mutualistes dont l'opinion est quantité négligeable. Un dossier qui, jour après jour, connaît des rebondissements, dont le dernier en date est l'organisation par la direction générale du CMB d'une manifestation à Paris le 6 avril avec location de 5 TGV, et journée de travail payée pour ceux qui iront battre le pavé, avec même une prise en charge des repas...

Peux-tu nous décrire les forces en présence ?

Le CMB, c'est 6 000 salariéEs en Bretagne avec les filiales (Fortunéo, Suravenir, etc.), dont 2 000 sur Brest. Les trois fédérations adhérentes à CM Arkéa représentent 10 000 salariéEs en France, avec les 3 fédérations CMB, CM Massif central et CM Sud-Ouest. Mais depuis peu la fédération du Massif central a décidé de quitter ce « front indépendantiste ».

En face le CM11-CIC représente 11 fédérations et constitue l'ossature de la Confédération nationale du Crédit Mutuel.

Depuis la nomination d'un nouveau directeur, Jean-Pierre Denis, au CMB Arkéa, les relations entre celui-ci et la Confédération ne font que se dégrader. Jean-Pierre Denis est un ancien inspecteur des finances, partenaire avec Jean-Marie Messier dans l'aventure Vivendi... Un fin connaisseur des jeux capitalistiques.

La fédération CMB Arkéa boycotte ses obligations de contrôle de gestion, perd procès sur procès, refuse d'obtempérer



DR

au contrôle des organismes de tutelle européens, sur sa solvabilité, sur les risques prudentiels.

Pourquoi cette guerre interne ?

Denis veut être le patron absolu après avoir manqué le poste de président de la Confédération du Crédit Mutuel. Il a créé un problème qui n'existe pas, et sa réponse c'est l'indépendance. Il surjoue la sensibilité bretonne avec des campagnes de pub en mode « tous contre Paris », « on veut nous empêcher de développer l'économie bretonne ». Il fait même porter à ses troupes, une partie des cadres, du personnel, des élus de tous bords, des patrons bretons, une espèce de bonnet... rouge !

Du point de vue de la CGT, quelles sont les conséquences pour les personnels ?

Les cadres dirigeants ont créé il y a quelques années une espèce de holding, soi-disant pour permettre la mobilité des cadres entre les services ou les filiales, et nous n'avons aucune possibilité de contrôle sur cette structure. Les pressions sont énormes au siège du CMB à Brest, et sur le réseau bancaire proche.

Les personnels en souffrent évidemment, tiraillés entre leur emploi, la fidélité à l'institution, la pression managériale. Dans le réseau bancaire breton la situation est un peu plus simple du fait d'une moindre pression hiérarchique. Il faut oser le dire: personnels et organisations syndicales, nous avons avalé des couleuvres depuis quelques années. Mais les déboires judiciaires, l'absence de lisibilité du projet d'indépendance commencent à poser problème. Les sociétaires aussi se posent des questions, notamment parce qu'il faudra abandonner une « marque inestimable », dit Jean-Pierre Denis. Car on va partir sans la marque, et la Confédération du Crédit Mutuel sera de fait obligée de s'implanter en Bretagne.

Quel est le positionnement des organisations syndicales du CMB Arkéa ?

Nous sommes quatre organisations représentatives: CFDT, UNSA, SNB-CGT et depuis 2016, CGT. Et nous n'oublions pas que la direction nous a entraînés au tribunal pour contester nos nominations de délégués syndicaux...

Pour l'instant l'intersyndicale tient face à la direction, et essaie d'avoir le maximum d'informations sur le dossier. Le CCE devra se prononcer sur l'indépendance, nous verrons comment défendre au mieux les personnels et l'outil de travail. Nous tractons ensemble et la CGT fait du travail de présence physique sur le réseau bancaire.

Peux-tu préciser quelle est la revendication centrale de la CGT CMB Arkéa ?

C'est net: nous sommes pour le maintien dans la Confédération nationale du Crédit Mutuel, tout en préservant l'autonomie du CMB qui n'a d'ailleurs jamais été remise en question par la Confédération. Pour plagier le débat politique en Bretagne on pourrait dire: l'autonomie, oui, l'indépendance, non.

Et puis, évidemment, nous n'appellerons pas à manifester à Paris le 6 avril derrière notre patron. Nous notons par contre que les salaires des absentEs seront maintenus: une excellente jurisprudence dans le milieu bancaire.

Propos recueillis par notre correspondant

LES RETRAITÉES EN COLÈRE



CHARMAG

JOURNÉE DU 15 MARS

RetraitéEs, EHPAD,
une colère qui monte

Par dizaines de milliers, les retraitéEs sont descendus dans les rues le 15 mars. Les chiffres sont partout impressionnants, plusieurs milliers à Bordeaux, Rouen, Tours, Perpignan, Lyon, Marseille, Caen, Strasbourg Clermont, ou Tarbes mais aussi des centaines dans des villes comme Saint Etienne, Limoges, Le Mans, Périgueux, ou Quimper.



SANS-PAPIERS Occupation de la basilique de Saint-Denis

Dimanche 18 mars, 150 sans-papiers, accompagnés de soutiens, ont pénétré dans la basilique de Saint-Denis pour attirer l'attention sur leur situation. Réponse des autorités : une violente intervention policière.

La situation vécue par les sans-papiers et les migrantEs est particulièrement dure. Entre la préfecture du 93 qui impose aux demandeurs d'un titre de séjour de faire leur demande par internet tout en se débrouillant pour rendre son site inaccessible, et les conditions innommables dans lesquelles les migrantEs vivent à la porte de la Chapelle, au vu et au su de tous les automobilistes de l'autoroute du nord, Saint-Denis est un concentré de ce qui se fait de pire en matière d'indignité, de mépris, de racisme et d'exclusion.

Pour un accueil digne

Les collectifs de sans-papiers du 93 et de Paris ont décidé, au lendemain de la marche des solidarités du 17 mars, de mettre sur la place publique leur situation et leurs revendications en venant s'installer dans la basilique de Saint-Denis, lieu hautement symbolique de la lutte des sans-papiers. D'autant plus que la communauté catholique a pris des positions de soutien à leurs combats. 150 sans-papiers ont donc pénétré de dimanche 18 mars dans la basilique de Saint-Denis pour revendiquer le retrait du projet de loi du gouvernement sur l'immigration, la régularisation de tous les sans-papiers et la liberté de circulation, ainsi que des conditions d'accueil dignes en préfecture, des hébergements et des logements pour tous et toutes.

Tous nos correspondantEs en témoignent, ces manifestations ne regroupaient pas seulement des syndicalistes, habituéEs des manifestations, mais de milliers de retraitéEs, dont certainEs n'étaient pas descendus dans la rue depuis des années.

Exaspération des retraitéEs

Des retraitéEs en nombre, mais aussi en colère : les manifestations du 15 mars n'ont rien eu de mornes ou de résigné. « *Racket sur nos retraites* », « *paradis pour les uns, pas un radis pour les autres* » : partout ont fleuri des mots d'ordre et des pancartes disant leur fait à Macron et au gouvernement. La hausse non compensée de 1,7% de la CSG pour les retraitéEs touchant plus de 1200 euros par mois a été la mesure de trop, venant s'ajouter

à l'érosion constante des pensions depuis des années sous l'effet des réformes successives, et aux mesures fiscales pénalisantes pour les veuves et les familles nombreuses. La « pédagogie » méprisante du président et des ministres expliquant que « ça ira mieux demain », a plutôt exaspéré que calmé les esprits.

Le même jour, et parfois dans les mêmes cortèges, les salariéEs des EHPAD poursuivaient leur mobilisation tenace, face à l'absence de réponses sérieuses de la ministre depuis le 30 janvier. Cette détermination et le soutien dont bénéficie la lutte des EHPAD, ont contraint la ministre à changer de ton. Elle tente de désamorcer le mouvement en multipliant les « concertations », mais sans apporter de réponses concrètes aux revendications. Tout au plus s'engage-t-elle

a atténuer pendant une année ou deux les effets les plus négatifs de la réforme de la tarification des EHPAD publics, mais aucune avancée réelle sur la revendication centrale d'un professionnel pour un résident (actuellement 0,6).

Un caillou politique dans la chaussure de Macron

La mobilisation du 15 mars n'est pas seulement une journée revendicative réussie, elle a donné une force accrue à une exigence politique qui s'oppose frontalement à la politique libérale de l'exécutif. « *On peut mesurer le degré d'humanité d'une société à la façon dont elle traite ses aînés. Et aujourd'hui monsieur Darmanin, il y a de quoi avoir honte.* » : la formule de notre camarade Olivier Besancenot, face au ministre, au soir du 15 mars, dans « l'Émission politique » sur France 2,

a fait mouche. Elle résumait ce que pensent des millions de salariéEs, de jeunes, de retraitéEs. Celles et ceux qui produisent la véritable richesse dans ce pays doivent toutes et tous pouvoir vivre dignement leur retraite, et bénéficier des soins et de l'aide nécessaires quand ils deviennent dépendants. Ce droit fondamental doit passer avant l'enrichissement d'une infime minorité.

Au moment où Macron engage l'épreuve de force avec le mouvement social, où il prépare une nouvelle réforme « systémique » des retraites et du financement de la « dépendance », le caillou du 15 mars dans sa chaussure va lui compliquer sa marche vers les contre-réformes. Et dès le 22 mars, salariéEs des EHPAD et retraitéEs seront à nouveau dans la rue.

Jean-Claude Delavigne

Cette occupation était évidemment pacifique. Elle invoquait le droit d'asile dans les églises pour les plus faibles. Mais au bout d'une heure la police est intervenue très brutalement contre les occupants sans la moindre discussion ni sommation. Le bâtiment dépendant des monuments historiques, la police n'a pas eu besoin de l'accord de l'évêché pour intervenir.

De nombreuses vidéos ont été tournées, qui témoignent de la brutalité policière. Gaz lacrymogène dans les yeux, coups de matraque, coups de pied... ont fait plusieurs blessés parmi les sans-papiers dont au moins l'un d'entre eux a été hospitalisé. Parmi les soutiens, le président de la coordination 93 a été arrêté et placé en garde à vue. Une manifestation des sans-papiers et des soutiens s'est rendue immédiatement devant le commissariat pour exiger sa libération qui a été effective à 18h. Il a été toutefois inculpé de rébellion.

Il faut saluer à cette occasion la détermination des sans-papiers à faire reconnaître leurs droits face à une police et un pouvoir qui n'hésitent pas à employer la plus grande brutalité. Cette action en appelle évidemment d'autres.

Jean-Marc Bourquin

MIGRANT-E-S

À l'université Paris 8, deux mois d'occupation

Depuis le 30 janvier 2018, des locaux du bâtiment A de l'université Paris 8-Saint-Denis sont occupés par des réfugiés et des soutiens étudiants, personnels et extérieurs.

Cette action de solidarité revendique la liberté de circulation et d'installation pour touTEs, la fin des accords de Dublin, le retrait du projet de loi asile immigration, la régularisation collective et l'accès au logement pérenne.

Contre le tri entre « bons » et « mauvais » migrants

Les occupants dénoncent les interventions impérialistes qui les ont amenés à s'exiler et à venir demander asile en France, ainsi que la politique de sélection migratoire, le tri entre « bons » et « mauvais » migrantEs à l'image du projet de loi asile-immigration

qui veut, entre autres, réduire le délai de présentation de demande d'asile et doubler la période de rétention administrative de 45 à 90 jours, ou encore la Convention de Dublin qui impose aux réfugiéEs de ne pouvoir faire de demande d'asile que dans le pays par lequel ils sont entrés en Europe, contre leur choix. Seuls auront leur place ceux qui intéressent les grandes entreprises capitalistes, le projet de loi prévoyant aussi « la régularisation pour certaines catégories de salariés par des entreprises bénéficiant d'une reconnaissance particulière de l'État » (article 24). Si l'université Paris 8 constitue aujourd'hui un point

d'ancrage pour s'organiser contre ces attaques, cela est dû au rapport de forces qu'ont su imposer momentanément les occupantEs contre l'administration de l'université. L'évacuation musclée de la fac de Nantes le 7 mars montre que cette situation ne durera pas éternellement. Le mouvement devra donc vite se structurer nationalement afin de porter une voix unitaire avec les réfugiéEs occupant d'autres facs en France, et les travailleurEs sans-papiers d'Île-de-France en grève, et d'autre part se lier avec les mouvements des différents secteurs qui convergeront dans la rue le 22 mars 2018.

Wadir Lepoutch

AIR FRANCE Vers la convergence des luttes ?

L'intersyndicale appelle à deux nouvelles journées de grève les 23 et 30 mars pour une augmentation générale des salaires de 6%. Elle se réunira le 26 mars pour annoncer un calendrier d'actions si la direction refuse d'ouvrir des négociations.

La journée de grève du 22 février fut une réussite à Air France, avec près de 40% de grévistes et plus de 50% de vols annulés. Cette journée était historique, avec un appel à la grève unitaire portée par une intersyndicale représentant largement tous les métiers de la compagnie (tous les syndicats de pilotes et d'hôtesse, et au sol SUD Aérien, la CGT, FO et l'UNSA).

6% d'augmentation, pas moins

À la suite de cette grève, la direction d'Air France a tenté de désamorcer la situation en proposant de « négocier un mécanisme d'ajustement salarial pour rattraper la baisse de pouvoir d'achat ». En clair il s'agit d'individualiser encore davantage les rémunérations. L'intersyndicale, prenant ses responsabilités, a rejeté cette « offre » et appelle à deux nouvelles journées de grève les 23 et 30 mars. Elle reste ferme sur sa revendication de 6% d'augmentation générale « au titre de l'inflation perdue de 2012 à 2018 ». Elle se réunira de nouveau le 26 mars pour « annoncer le calendrier des actions à venir si la direction persiste à refuser d'ouvrir des négociations ». En parallèle, les mouvements de grève des mécanos avions se poursuivent, et dans plusieurs secteurs au sol les salariéEs s'organisent pour réclamer du salaire avec des actions locales.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Une autre répartition des richesses est possible

On peut regretter le choix du 23 mars, lendemain de la journée d'action regroupant la fonction publique et les cheminotEs. Des syndicats dont Sud Aérien vont appeler au 22 et au 23. Le calendrier d'actions à venir prendra-t-il en compte celui annoncé par les cheminotEs ? Car pour faire plier le gouvernement et les directions de ces deux entreprises, des actions communes, auxquelles pourraient se rattacher tous les salariéEs en lutte, sont plus que nécessaires. Au-delà d'Air France, la question salariale, et plus largement de la justice sociale, est de retour dans les entreprises. HabituéEs à se serrer la ceinture depuis 2008, les salariéEs ont bien entendu que « la croissance est de retour ». Et ils veulent leur part ! Car les annonces du gouvernement sur le « pouvoir d'achat » sont restées sans résultat tangible sur les fiches de paie du privé. Quant aux retraitéEs et aux fonctionnaires, c'est une baisse de leurs rémunérations qu'ils ont subie. Jean-Marc Janaillac, PDG d'Air France-KLM, sentant la pression monter, a déclaré : « *Nous ne pouvons pas aller plus loin* »... Comme, par le passé, on ne « pouvait pas » aller au-delà d'une semaine de congés payés, puis au-delà de deux, puis de trois, etc. Il revient donc, une fois de plus, aux salariéEs, d'Air France et d'ailleurs, de leur montrer qu'une autre répartition des richesses est possible.

Correspondant



Les comités en action!

Évreux (27) Un toit est un droit, avec ou sans papiers! À l'initiative d'un collectif de Louviers, une centaine de personnes, de différentes organisations (CCFD, RESF, CEFED, LDH, PCF, NPA, enseignantEs, citoyenEs) se sont retrouvées le 14 mars devant la préfecture d'Évreux. L'occasion de dénoncer la situation inhumaine vécue par les familles de migrantEs, des mineurEs isolés, ballottés d'un hébergement précaire à un autre, dans l'angoisse de l'expulsion. Le moment aussi pour exiger l'application de la loi de réquisition des logements vides et un règlement politique de la situation. Une délégation a été reçue, mais aucun résultat: le préfet applique les consignes et rien d'autre. Le collectif déterminé prévoit d'autres actions.



DR

Paris 5^e-13^e De mai 1968 au printemps 2018.

Une centaine de personnes étaient présentes jeudi 15 mars au meeting organisé par les comités des 5^e et 13^e arrondissements de Paris où les militants du NPA interviennent, notamment sur la gare d'Austerlitz, l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière et plusieurs universités.

Alors que Macron et son gouvernement attaquent frontalement tous les travailleurEs, des mobilisations commencent à la SNCF, à l'hôpital, à l'université. Les interventions de la tribune composée d'une salariée de l'hôpital, d'une cheminote et d'une étudiante l'ont bien montré: tous les secteurs subissent la politique de Macron qui a décidé d'engager le bras de fer avec les cheminots. Et seule une contre-attaque générale permettra d'inverser la tendance.

C'est là que l'expérience de mai 1968 est importante. Alain Krivine a rappelé que cet événement, souvent édulcoré, c'est avant tout un mouvement ouvrier: une grève générale de 10 millions de personnes, des usines occupées, des manifestations de masse... Un rapport de forces qui a contraint le gouvernement à lâcher du lest pour apaiser la colère. Mais Alain Krivine a aussi insisté sur ce qui a manqué en mai 1968. Les communistes révolutionnaires étaient bien faibles pour contrer la politique de la gauche et des syndicats qui avaient peur de l'explosion sociale. Ils n'ont pas réussi à pousser à la création de comités dans lesquels les travailleurEs auraient pu s'organiser et se coordonner pour amplifier la lutte. C'est là la grande limite de mai 1968... à méditer dans les semaines qui viennent!

Car pour nous, la meilleure manière de commémorer mai 1968, c'est de renouveler l'expérience, en allant plus loin cette fois.

Pantin (93) Solidarité avec les migrantEs!

Le mardi 13 mars, dans le cadre de la préparation de la Marche des solidarités du samedi 17 (voir page 4), le comité NPA Pantin organisait une réunion-débat consacrée à la situation des migrantEs et aux actions de solidarité qui se développent, entre autres en Seine-Saint-Denis. La réunion, tenue dans un café-concert de Pantin, a réuni une vingtaine de personnes, dont une moitié que nous rencontrons pour la première fois. Les interventions des camarades du Réseau éducation sans frontières (RESF) et du NPA ont permis d'introduire la discussion, nourrie de plusieurs témoignages et histoires individuelles reflétant la situation tragique des migrantEs, notamment des mineurEs isolés, les conséquences dramatiques de ce que l'on ne peut nommer autrement que racisme d'État, ainsi que le durcissement annoncé par la loi «asile-immigration» de Gérard Collomb. Les actions de solidarité ont également été évoquées, même si malheureusement l'intervention du collectif des étudiantEs sans-papiers a été annulée au dernier moment. Une initiative encourageante toutefois, qui montre que la question des migrantEs fait discuter... et militer, puisque plusieurs des participantEs ont fait part de leur souhait d'être informés des activités à venir du NPA, et de s'y investir.

Conseil politique national

Construire les résistances et la contre-offensive

Le Conseil politique national (CPN) du NPA s'est réuni les 17 et 18 mars à Paris.

L'occasion, pour cette première réunion de direction depuis le congrès national de février, de discuter de la situation générale dans laquelle nous nous trouvons, marquée par l'offensive tous azimuts du gouvernement Macron, de faire le point sur les interventions du NPA et de dégager des perspectives d'action, sur le terrain social comme sur le terrain politique.

22 mars, bataille du rail, mouvement d'ensemble

En l'absence de majorité absolue lors du congrès, le CPN du NPA demeure divisé, et il a été difficile de dégager des majorités au cours de la réunion des 17-18 mars, y compris pour l'élection d'un nouveau Comité exécutif (CE). Ce CPN a néanmoins été l'occasion d'échanger, collectivement, sur les enjeux de la situation politique et sociale, avec notamment la centralité de la bataille qui s'enclenche autour de la défense des cheminotEs et de la SNCF et, au-delà, la construction des mobilisations, dans la fonction publique, dans la jeunesse, dans le secteur de la santé, contre les licenciements et les suppressions de postes dans le privé...

Ce CPN a permis de mettre en commun les interventions des camarades dans les différents secteurs et dans les différentes villes, et de constater que, malgré des difficultés à centraliser l'ensemble de ses activités, le NPA demeure un parti bien vivant, avec des militantEs investis et même souvent moteurs dans les luttes en cours et



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

en construction. Les interventions des camarades cheminotEs, ainsi que des camarades de la santé ou de l'éducation, en sont une démonstration. La nécessité de relancer les structures internes de centralisation et de coordination de ces divers secteurs n'en est que plus forte.

Et si la date du 22 mars est apparue, pour l'ensemble des camarades, comme une étape essentielle dans la construction du rapport de forces contre le gouvernement, toute la question est de savoir ce qu'il

convient de proposer au-delà de cette date: face aux tergiversations des organisations syndicales, y compris à la SNCF, il semble en effet essentiel de défendre la perspective de grèves reconductibles, vers un mouvement d'ensemble, seul à même de bloquer le pays... et les contre-réformes du gouvernement Macron. Un gouvernement dont nous devons contester la légitimité à décider de quoi nos vies devraient être faites, alors que c'est bien la majorité de la population, et elle seule, qui détient cette légitimité.

Une perspective que le NPA ne pourra construire seul, d'où la nécessité de combiner défense d'une orientation lutte de classe et démarches unitaires, à l'image de ce que nous faisons autour de la bataille pour la défense de la SNCF et des services publics.

Avec les migrantEs

Le CPN s'est interrompu le samedi après-midi pour que l'ensemble des camarades se rendent à la Marche des solidarités, rendez-vous essentiel de la lutte contre le racisme d'État et en soutien aux migrantEs. Le CPN a d'ailleurs adopté le principe d'une campagne contre le projet de loi asile-immigration porté par Gérard Collomb: «Le NPA mène une campagne centrale contre la loi asile-immigration et la politique migratoire du gouvernement. Il se dote d'un matériel et d'activités propres et spécifiques. Le NPA cherche à impulser ou à s'associer à des cadres de mobilisation les plus larges possibles contre le projet de loi asile-immigration, tant au niveau local que national.» Nous avons en outre eu un premier échange autour de la question des élections européennes de 2019. Car si la perspective peut paraître lointaine, il importe d'anticiper au maximum une échéance qui s'annonce comme un premier test électoral pour Macron et LREM, dans laquelle le NPA entend bien faire entendre une voix singulière, une orientation de rupture internationaliste et anticapitaliste avec l'UE, qui refuse simultanément la posture eurobéate comme la tentative du repli souverainiste. Deux motions ont ainsi été adoptées, qui prévoient notamment que «le prochain CPN, élargi aux villes qui en sont absentes, mettra à son ordre du jour la discussion de notre programme et le contenu politique de la campagne [et] sera précédé de la publication d'un bulletin de discussion.» Un prochain CPN qui aura lieu au moins de juin, après un printemps social que nous espérons chaud et dans lequel le NPA prendra toute sa place.

Julien Salingue

Déclaration unitaire

Défendons tous les services publics! Solidarité avec les cheminots et les cheminotes!

Voilà des années que les gouvernements successifs ont fait le choix de la privatisation des transports contre le climat, l'égalité et le social: sous-investissent dans le rail et investissent massivement vers autoroutes et autocars, privatisés, qui favorisent notamment l'explosion du trafic de marchandises par poids lourds.

Depuis 1997 et la création de RFF, la SNCF est toujours plus segmentée, pour casser le corps social cheminot et poursuivre les privatisations préconisées par les «directives» européennes. Aujourd'hui Macron pousse au bout la logique de l'éclatement de la SNCF. Partout en Europe, les recettes qu'il veut appliquer produisent la disparition de lignes, l'explosion des prix, la vétusté des installations et des trains, la disparition du fret. C'est toute la population qui paie triplement l'addition: financièrement, par l'inégalité territoriale induite et par sa santé altérée par la pollution générée.

Après 20 ans d'une libéralisation amplifiée, l'empilement des directives européennes poussant dans ce sens, Macron propose d'achever le service public ferroviaire par ordonnances avec des conséquences dramatiques pour les usagerEs et l'aménagement des territoires. Pour y arriver, il accable les cheminotEs, les faisant passer pour des privilégiés qui, comme les retraités, les étudiantEs ou les chômeurEs, ruineront la France. La réalité est tout autre: ils et elles se battent pour sauver l'emploi des générations qui viennent. Le train n'est pas qu'un moyen de locomotion, c'est un service

public, un outil essentiel à la transition écologique et il est insupportable qu'il puisse s'arrêter aux portes des grandes métropoles. La bataille du service public ferroviaire est d'abord une bataille pour l'égalité.

Face à ce gouvernement, qui veut parachever la transformation d'un service public censé être guidé par l'intérêt général en une entreprise du CAC 40, les cheminotEs et les cheminotes ne sont comptables de rien. Pas plus que les étudiantEs qui perdent une partie de leurs APL, les retraités qui voient la CSG augmenter, les personnels de soins, les enseignantEs, les chômeurEs

ou l'ensemble des fonctionnaires. Pas plus que les migrantEs qui subissent une politique indigne. Macron et Philippe veulent en faire des boucs émissaires? Nous affirmons collectivement qu'ils et elles sont les victimes des politiques libérales menées depuis tant d'années, qui expliquent la montée de l'extrême droite partout en Europe.

Ils nous veulent désunis? Nous répondons que nous serons dans la rue le 22 mars pour défendre l'accès au service public, à commencer par le ferroviaire, les cheminotEs, mais aussi l'ensemble des fonctionnaires et l'intérêt des usagerEs.

Alternative libertaire (AL), ÉÉLV, Ensemble, Gauche démocratique et sociale (GDS), Génération.s, Groupe parlementaire FI, NPA, Nouvelle donne, PCF, PCOF, Parti de gauche (PG), République et socialisme.

Sciences

Stephen Hawking (1942-2018)

Stephen Hawking est mort le mercredi 14 mars à l'âge de 76 ans, 4 mois après Johnny Hallyday. Ces décès de deux personnalités plutôt différentes ont eu « presque » le même retentissement mondial. Mais le parallèle s'arrête là, et l'héritage d'Hawking ne risque pas, lui, d'être contesté.

Hawking fut un très grand physicien et ses travaux continueront longtemps à irriguer la recherche scientifique. Que les lecteurEs en jugent : contre l'opinion prévalente que les trous noirs ne pouvaient pas rayonner, on lui doit non seulement la prévision du rayonnement dit de Hawking, mais aussi les contradictions qu'il impliquait avec la théorie de la mécanique quantique. Pour les lecteurEs que ceci pourrait laisser dubitatif, précisons un peu l'affaire.

Le trou noir

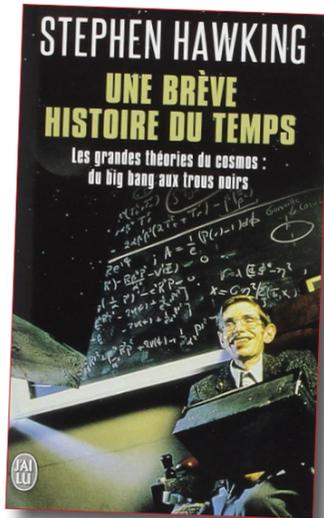
D'abord qu'est-ce qu'un trou noir ? Si vous lancez vers le haut un objet depuis la surface d'une planète, il montera d'autant plus haut que sa vitesse initiale sera plus élevée et, au-delà d'une certaine vitesse, il ne retombera plus jamais. Cette vitesse – appelée vitesse de libération – est la vitesse de lancer minimale nécessaire pour échapper à la gravitation de la planète. Cette vitesse augmente avec la masse de cette dernière. On pourrait se demander alors ce qui se passerait pour un astre si massif que la vitesse de libération serait celle de la lumière. Car, comme aucune

vitesse ne peut atteindre celle de la lumière (300 000 km/s), aucun corps ne pourrait s'en échapper puisqu'il ne pourrait parvenir à sa vitesse de libération. Voilà l'image très naïve d'un trou noir classique. Avec sa masse gigantesque, il attire tout et rien ne peut s'en échapper, pas même la lumière.

Pourquoi « image naïve » ? Les « vrais » trous noirs, ceux qui ont été mis en évidence (indirectement, puisqu'ils n'émettent pas de lumière) à partir des années 1970, doivent se comprendre dans le cadre de la théorie générale de la relativité et leur interaction avec l'extérieur, dans celui de la mécanique quantique. Ces trous noirs sont des astres massifs, résultats de la fin de vie d'étoiles géantes (au-delà de 4 masses du Soleil). Ce qu'a conjecturé Hawking c'est que les « fluctuations du vide » d'origine quantique pouvaient néanmoins leur permettre de rayonner.

Le vide n'est pas vide

Selon la mécanique quantique le vide ne peut avoir une énergie fixée (nulle, par exemple) : ce qu'on appelle le vide est en permanence siège de créations et annihilations de paires virtuelles de particules/



physique quantique sur la conservation de l'information. Derrière tout cela, reste le vieux problème d'unifier la mécanique quantique et la théorie de la relativité. C'est certainement le problème non résolu le plus important de la physique actuelle.

Un très grand physicien, un vulgarisateur étonnamment populaire

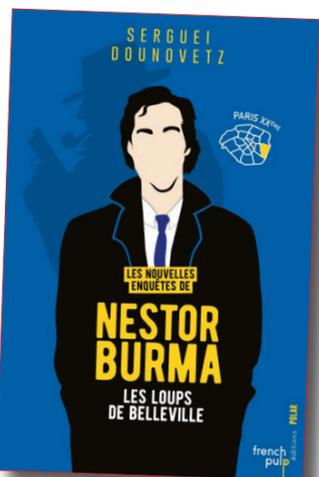
Stephen Hawking a souvent été décrit comme un vulgarisateur de génie : son livre, une *Brève histoire du temps : du Big Bang aux trous noirs*, a été vendu à plus de 10 millions d'exemplaires et traduit dans 35 langues. Osons le dire : ce succès planétaire d'un livre à peu près incompréhensible pour la plupart des gens – y compris des physicienEs – qui l'ont acheté doit certainement beaucoup, au-delà de la réputation scientifique, à la personnalité (sympathique) et au courage dont l'auteur a dû faire preuve pour lutter contre sa terrible maladie.

Un Stephen Hawking qui a très clairement défendu l'athéisme, ce qui n'est pas aujourd'hui si évident, quand l'air du temps pousse bien des scientifiques à composer avec un mysticisme quasi religieux. Il a toutefois pris une position qui me semble peu fondée en affirmant : « Je pense que le développement d'une intelligence artificielle complète pourrait mettre fin à la race humaine. » Mais ce sera l'objet d'une autre chronique.

Hubert Krivine

anti-particules, et ce pendant des temps extrêmement courts, pour ne pas « trop » violer la conservation de l'énergie. C'est ce qu'on appelle les « fluctuations du vide ». Si une de ces deux particules virtuelles est happée par le trou noir, il peut se faire que son anti-particule se recombine avec une autre particule virtuelle de ce même vide et émette alors un photon. Il y aurait donc rayonnement du trou noir ou plutôt de son voisinage. Ce rayonnement serait d'autant plus faible que le trou noir est massif. Il serait indécidable pour les trous noirs d'origine stellaire. Mais d'autres origines sont théoriquement possibles. Jusque-là, si j'ose dire, tout va bien. Sauf que la réalisation de ce scénario violerait des principes de

Bande dessinée



Les Loups de Belleville, de Sergueï Dounovetz

Collection « Les nouvelles enquêtes de Nestor Burma », French Pulp, 250 pages, 15 euros.

lorsque trois responsables femmes du PKK (dont une cofondatrice du parti) furent exécutées par un infiltré du MIT et des Loups gris. C'est donc sur fond de terrorisme, d'espionnage, de trafic de drogues et d'armes, ainsi que de prostitution, que le détective inventé par Léo Malet doit mener son enquête entre le double jeu de la DGSE et une police qui n'a pas les mains libres.

En ouvrant le bal de cette nouvelle série, l'auteur Sergueï Dounovetz donne vie au cadre et aux personnages d'un cahier des charges voulu par le directeur de la collection, Jérôme Leroy, avec l'accord de Jacques Malet, qui permettra une écriture à plusieurs mains. Tous les personnages récurrents inventés par Léo Malet sont donc « actualisés », dans l'esprit même du créateur. Le journaliste éponge Marc Covet est remplacé par Nicky Java l'anisé, la secrétaire Hélène Chatelain par Kardiatou Chatelain (une métisse franco-sénégalaise), Zavatter par Mansour, un kabyle de Bondy surdoué en informatique, le commissaire Florimond Faroux par sa fille, Stéphanie Faroux beaucoup moins conciliante que feu

son père, et si Nestor Burma n'est plus tout à fait le même, confronté à un monde qui n'a pas gagné en simplicité depuis les années 1950, il reste toujours aussi libertaire dans l'âme, rend hommage à Jean-Baptiste Clément au Père-Lachaise et essaie toujours d'écrire des poèmes sur la machine à écrire de Rudolf Klement (secrétaire de la IV^e internationale assassiné par les staliniens en 1938). Signe des temps, la célèbre pipe à tête de taureau est toujours sur le bureau mais plus guère utilisée.

Les romans de Léo Malet, souvent rédigés selon la méthode dite « écriture spontanée », héritée des surréalistes, ne reposaient pas sur un scénario défini à l'avance et vivaient leur propre vie à un rythme échevelé. Ce premier opus respecte la méthode où le prétexte initial de l'enquête (une liste de responsables turcs appelée à déclencher un scandale si elle était publiée) se perd en cours de route pour rebondir encore plus fort dans un final où les causes féministe et kurde prennent une revanche éclatante. Enfin, le traitement de Paris (le 20^e arrondissement pour ce premier

opus) comme sujet vaut à lui seul le meilleur des guides, et vous donnera l'envie de visiter le cimetière du Père-Lachaise et de vous y faire enfermer pour la nuit.

Prochain volume : *Terminus Nord* dans le 10^e arrondissement. On l'attend déjà !
Sylvain Chardon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Exposition(s)

3 expos surprenantes à la Maison rouge

À Paris, jusqu'au 20 mai.

Ce sont presque les dernières expositions à la Maison rouge : de quoi nous faire regretter la fermeture prochaine (et définitive) de ce lieu exceptionnel, prévue en octobre 2018.

Poignante : Ceija Stojka (1933-2013), une artiste rom dans le siècle

Survivant miraculeusement ainsi qu'une partie de sa famille à trois camps de concentration Auschwitz-Birkenau, Ravensbrück et Bergen-Belsen, ce n'est que 40 après à 55 ans que Ceija Stojka commence à raconter son histoire. C'est alors avec une frénésie créatrice que cette artiste autodidacte décrit la vie et la mort de son peuple rom en Autriche, avant, pendant et après les camps, par tous les moyens : l'écriture (*Nous vivons dans la clandestinité. Souvenirs d'une rom-tzigane*, Prix Bruno-Kreisky pour le livre politique en 1993, *Je rêve que je vis...*) et une peinture naïve et poétique, très expressive, aux contrastes violents entre les couleurs crues du bonheur, de la nature idéalisée, de la liberté de la vie en roulotte, et le noir de la souffrance, de la traque et de l'extermination. Déjà aperçue en 2015 à Belfort dans *Retour sur l'Abîme*, elle fait l'objet ici d'une rétrospective qui rend hommage à la force d'une peinture charnelle peinte le plus souvent aux doigts, et au témoignage rare d'une artiste rom contre l'oubli et le déni.



Émouvante : Black Dolls, la collection Deborah Neff

Des poupées noires de chiffon, bois, cuir, réalisées par des Afro-AméricainEs de 1840 à 1940 : adultes ou bébés, elles forment un émouvant cortège d'une saisissante beauté qui nous interpelle. Toutes simples ou d'une élégance sophistiquée, nues ou parées des plus beaux atours à base de chutes de tissu de vêtements de l'époque, elles sont à la fois le reflet de la condition des afro-américainEs et l'image qu'ils voulaient donner d'eux-mêmes. Peut-être plus destinées aux enfants blancs comme le montrent les photos d'époque, les petites filles noires préférant apparemment les poupées blanches, elles ont probablement été à la fois un outil de dialogue entre les deux communautés et une protestation silencieuse contre l'oppression. Plus troublantes encore sont les poupées réversibles, blanches d'un côté, noires de l'autre, qu'une jupe médiane permet de transformer d'un simple mouvement de la main. Une collection unique, visible pour la première fois en France.

Troublante : Lionel Sabatte

Artiste-plasticien, Lionel Sabatte poursuit la réflexion mémorielle de ses sculptures, ombres corporelles ou bestiaire pariétal, créées à base de matériaux résiduels, souvent organiques, insignifiantes traces d'existence : moutons de poussière, rognures d'ongles, peaux, souches d'arbres, thé, etc. C'est à présent à l'aide de matériaux durs qu'il investit le patio de la Maison rouge : fers à béton, ciment rapidement modelé en des formes vaguement anthropomorphiques, troublante sédimentation ossuaire stratifiée en d'étranges stalagmites des origines.
Ugo Clerico

Ouverture somptueuse par une cérémonie funéraire au Père-Lachaise où le nombre de flics et de barbouzes présents laisse comprendre très vite que les coups vont être tordus. Rue de la Bidassoa, des Balkans, du Repos (la mal-nommée), des Vignoles, de la Réunion ou des Haies, nous ne sommes pas dans le vingtième arrondissement touristique mais bien au cœur d'un Paris contemporain où s'affrontent les révolutionnaires kurdes du PKK, menés par la commandante Mâlin Berbang, et les services secrets du Millî İstihbarat Teşkilat (MIT) accompagnés des « Loups Gris » (la milice fasciste supplétive).

PKK et Loups gris

L'histoire s'inspire beaucoup du triple meurtre survenu dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013 au Centre d'information du Kurdistan,

